



Les ressources naturelles dans une économie à faibles émissions de carbone 2019

Rapport final

Préparé pour Ressources naturelles Canada

Nom du fournisseur : Environics Research

Numéro de contrat : 23483-190856/001/CY

Valeur du contrat : 168 115,75 \$ (TVH incluse)

Date d'attribution: 2018-12-11

Date de livraison : 2019-04-15

Numéro d'enregistrement : ROP 089-18

Pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ce rapport, prière de communiquer avec Ressources naturelles Canada à nrcan.por-rop.rncan@canada.ca.

This report is also available in English.

Les ressources naturelles dans une économie à faibles émissions de carbone
Rapport final

Préparé pour Ressources naturelles Canada par Environics Research

Avril 2019

Autorisation de reproduction

La présente publication peut être reproduite à des fins non commerciales. Veuillez obtenir au préalable une permission écrite de Ressources naturelles Canada. Pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ce rapport, prière de communiquer avec Ressources naturelles Canada à nrcan.por-rop.rncan@canada.ca.

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par la ministre de Services publics et Approvisionnement Canada, 2019.

Numéro de catalogue : M4-190/2019F-PDF

ISBN 978-0-660-31777-9

Also available in English under the title *Natural Resources in a Low-carbon Economy*.

Table des matières

Résumé.....	i
À propos du présent rapport.....	1
I. Constatations détaillées – phase qualitative.....	2
A. Les changements climatiques comme sujet de discussion	2
B. Connaissance/orientation de la question	2
C. La vie dans une économie à faibles émissions de carbone	3
D. Infrastructure électrique	5
E. Actions et priorités	6
F. Effets sur l'industrie	7
G. Besoins de communication/d'information	7
II. Constatations détaillées – phase quantitative	9
A. Impressions générales sur les ressources naturelles	9
B. Sables bitumineux	13
C. Mines.....	16
D. Forêts	17
E. Énergie nucléaire	19
F. Préoccupations relatives à l'énergie	21
G. Économie à faibles émissions de carbone.....	22
Annexe A : Méthodologie quantitative.....	27
Annexe B : Méthodologie quantitative.....	29
Annexe C : Instruments de recherche qualitative.....	33
Annexe D : Questionnaire du sondage quantitatif	46

Résumé

A. Contexte et objectifs

Le Canada est l'un des plus grands producteurs mondiaux de ressources naturelles et est également l'un des plus grands consommateurs d'énergie par habitant. L'importance des ressources naturelles pour ce pays ne peut donc pas être surestimée. Les priorités du gouvernement du Canada et, en particulier, de Ressources naturelles Canada (RNCan) sont les suivantes :

- Accélérer le développement des technologies propres et la transition vers une économie à faibles émissions de carbone
- Optimiser notre avantage en matière de ressources durables grâce à la science
- Accroître l'accès aux marchés et la concurrence.

RNCan a commandé une recherche qualitative et quantitative à Environics Research. Ce projet a été conçu afin de bien comprendre l'opinion publique canadienne actuelle sur un large éventail de questions liées aux ressources naturelles : les forêts, l'exploitation minière, l'énergie (y compris l'efficacité énergétique), les technologies propres, les changements climatiques et les travaux scientifiques du gouvernement.

B. Méthodologie

Phase qualitative

Vingt groupes de discussion se sont réunis en ligne entre le 30 janvier et le 19 février 2019. Les séances se sont déroulées à l'aide de la technologie de conférence en ligne avec des résidents de Toronto, Calgary, Vancouver, Timmins, Dartmouth, Prince George, Saint John et Medicine Hat (deux groupes par endroit en anglais) ainsi que de Montréal et Val-d'Or (deux groupes par endroit en français). Les participants de ces groupes de discussion ont été répartis selon le revenu du ménage. Un groupe dans chaque ville était constitué de Canadiens au revenu du ménage plus faible, tandis que le deuxième comprenait des Canadiens au revenu du ménage plus élevé. Tous groupes confondus, 140 participants ont été recrutés et 96 ont assisté aux séances. Les participants ont reçu 100 \$. Les séances des groupes de discussion ont duré environ une heure et quarante-cinq minutes.

Dans le présent rapport, les différences régionales ont été mises en évidence selon les ventilations suivantes :

- Les villes urbaines : Vancouver, Calgary, Toronto et Montréal
- Les villes rurales : Prince George, Medicine Hat, Timmins, Val-d'Or, Dartmouth et Saint John
- Les villes côtières : Vancouver, Dartmouth et Saint John
- Les villes de l'intérieur : Prince George, Calgary, Medicine Hat, Timmins, Toronto, Montréal et Val-d'Or
- Les villes de l'Ouest : Vancouver, Calgary, Prince George et Medicine Hat
- Les villes de l'Est : Timmins, Toronto, Montréal, Val-d'Or, Dartmouth et Saint John

Énoncé des limites : La recherche qualitative jette un regard sur la diversité des opinions présentes au sein d'une population, plutôt que sur la pondération de ces opinions, ce que mesurerait une étude quantitative. Les

résultats d'une recherche de ce type doivent être considérés comme des indications, mais ils ne peuvent pas être extrapolés à l'ensemble de la population.

Phase quantitative

Environics Research a réalisé un sondage en ligne auprès de 3 444 Canadiens de 18 ans et plus, du 4 au 15 mars 2019. Des quotas ont été établis en fonction de l'âge, du sexe et de la région. Les données finales ont été pondérées afin que l'échantillon soit représentatif de la population canadienne selon le recensement le plus récent. Les répondants au sondage ont été choisis parmi les membres inscrits à un panel en ligne à participation volontaire. Étant donné qu'un échantillon prélevé d'un panel en ligne ne constitue pas un échantillon probabiliste aléatoire, il est impossible de calculer des estimations formelles de l'erreur d'échantillonnage. Néanmoins, les sondages en ligne peuvent servir à des enquêtes auprès de la population générale, pourvu qu'ils soient bien conçus et fassent appel à un vaste panel bien entretenu.

Les annexes A et B du rapport complet présentent des renseignements supplémentaires sur la méthodologie de recherche.

C. Valeur du contrat

La valeur du contrat est de 168 115,75 \$ (TVH incluse).

D. Principales constatations

A. Recherche qualitative

- Les participants aux groupes de discussion ont fait preuve d'une connaissance et d'une compréhension limitées d'une économie à faibles émissions de carbone. Les gens comprenaient que le terme fait référence aux interventions visant à réduire les émissions de carbone, mais peu pouvaient expliquer son rapport (positif ou négatif) avec l'économie.
- Lors de la discussion des changements nécessaires au niveau du ménage ou de la société pour parvenir à une économie à faibles émissions de carbone, les participants ont eu tendance à mentionner des interventions bien connues avec lesquelles ils sont déjà à l'aise (c.-à-d. le recyclage, la réduction des déchets ou la conservation de l'énergie). De même, il y a eu une tendance à se concentrer sur des solutions axées sur les énergies solaire, éolienne et hydroélectrique parce qu'elles sont généralement présentées comme des options positives et respectueuses de l'environnement.
- Les participants n'étaient pas sûrs des répercussions potentielles d'une économie à faibles émissions de carbone sur les industries canadiennes d'exploitation des ressources naturelles. Ceux qui habitaient dans des collectivités où de telles industries occupent une place importante n'étaient pas plus au courant des conséquences du point de vue des ressources naturelles.
- Les participants ont recommandé que les communications destinées à encourager un passage à une économie à faibles émissions de carbone se concentrent sur les résultats positifs au chapitre de l'environnement plutôt qu'à celui de l'économie. Pourtant, en même temps, le coût initial pour leur ménage constituait de loin le principal obstacle perçu à l'apport de changements. Ces points de vue

contradictoires laissent entendre qu'un argument économique est pertinent, mais peut-être plus à l'échelle du ménage qu'à celle de l'économie dans son ensemble.

- Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour convaincre les Canadiens que les changements sont possibles et démontrer leur efficacité. Le plus grand obstacle à une économie à faibles émissions de carbone est lié au coût réel ou perçu de la réalisation de changements. Par conséquent, les participants étaient plus susceptibles de vouloir des mesures financières incitatives, ainsi qu'une orientation claire et des rapports axés sur les résultats, afin d'inciter tous les Canadiens à collaborer à l'instauration d'une économie à faibles émissions de carbone pour le pays.

B. Recherche quantitative

- Les Canadiens ont une vision d'ensemble des enjeux du pays relativement aux ressources naturelles, la principale préoccupation étant l'assurance que nos ressources sont suffisantes pour les générations futures (14 p. 100). L'exception est l'Alberta, où les résidents accordent une plus grande importance au besoin d'approuver et de construire un pipeline (16 p. 100). Entre trois et moins de quatre répondants sur dix (entre 31 et 37 p. 100) évaluent le rendement du gouvernement fédéral comme étant bonne, mais les Canadiens ne semblent pas faire la distinction entre les divers aspects du dossier, ce qui laisse entendre un manque répandu de connaissance des interventions gouvernementales.
- Le public exprime des opinions en grande partie positives sur la mise en valeur des ressources naturelles en général. Il est largement reconnu qu'elle procure des occasions d'emploi et profite au pays (84 p. 100 d'accord), à la province (79 p. 100), à la communauté locale (65 p. 100) et aux personnes elles-mêmes (54 p. 100). En outre, les Canadiens voient généralement d'un œil positif les contributions économiques d'industries bien précises qui mettent en valeur les ressources naturelles, y compris les secteurs des sables bitumineux, de l'exploitation minière et de la foresterie. Les avis tendent plutôt à être partagés au sujet du caractère adéquat de la réglementation pour ce qui est de limiter les répercussions environnementales de ces trois industries.
- Il y a un vaste soutien au développement de l'infrastructure énergétique, comme les pipelines, les chemins de fer, les ports et les routes pour mettre sur le marché le pétrole produit avec les sables bitumineux (69 p. 100, contre 31 p. 100 qui s'opposent à une nouvelle infrastructure). Ce niveau d'appui reflète le point de vue de la majorité (62 p. 100) selon lequel le pétrole continuera de constituer une source d'énergie importante pour les ménages et les entreprises ou sera même encore plus important au cours de la prochaine décennie. Pour ce qui est des questions énergétiques au pays à l'heure actuelle, les Canadiens se disent le plus préoccupés par le prix qu'ils paient (83 p. 100), suivi par les inquiétudes à propos des effets de l'industrie sur l'environnement (74 p. 100) et la capacité du Canada de passer à des sources d'énergie propre (70 p. 100).
- Les opinions sur les innovations laissent entendre que les Canadiens sont modérément optimistes au sujet de leur potentiel. Par exemple, la bioénergie forestière est considérée une source d'énergie renouvelable (72 p. 100), abordable (66 p. 100) et à faibles émissions de carbone (57 p. 100) sur laquelle le Canada devrait s'en remettre davantage (57 p. 100). Également, une petite majorité (58 p. 100) est d'avis que les petits réacteurs nucléaires devraient faire partie du bouquet énergétique canadien. L'orientation positive des Canadiens vers l'innovation est, de même, évidente lorsqu'on constate les

deux initiatives dont l'adoption est jugée la plus importante pour que le Canada parvienne à une économie à faibles émissions de carbone : le financement du développement de nouvelles technologies permettant d'emmagasiner l'énergie provenant de sources de recharge, et la conversion des déchets et des résidus en biocarburants et en gaz naturel renouvelable.

- Validant les constatations issues de la recherche avec les groupes de discussion, le terme « économie à faibles émissions de carbone » est mal connu et mal compris, ce qui risque de nuire aux efforts de communication avec les Canadiens. Relativement peu (29 p. 100) de personnes se souviennent avoir entendu ou vu le terme récemment. Ce groupe l'associe surtout avec l'utilisation de solutions de recharge renouvelables ou à faibles émissions de carbone aux combustibles fossiles, et peu font le lien avec l'économie.

E. Énoncé sur la neutralité politique et coordonnées de la personne-ressource

J'atteste, par les présentes, à titre d'agente principale d'Environics Research, que les produits livrables respectent entièrement les exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la *Politique de communication du gouvernement du Canada* et dans la *Procédure de planification et d'attribution de marchés de services de recherche sur l'opinion publique*. Plus précisément, les produits livrables ne comprennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Sarah Robertson
Vice-présidente, Affaires générales et publiques
Environics Research
sarah.roberton@environics.ca
613-793-2229

Nom du fournisseur : Environics Research
Numéro de contrat de SPAC : 23483-190856/001/CY
Date originale du contrat : 2018-12-11
Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec le Ministère à l'adresse nrcan.por-rop.nrcan@canada.ca.

À propos du présent rapport

Le présent rapport commence par un résumé des principales constatations et conclusions, suivi d' une analyse détaillée des résultats des phases qualitative et quantitative. Un document distinct renferme pour sa part un ensemble détaillé de « tableaux croisés » qui présentent les résultats à toutes les questions du sondage selon des segments comme la région, l'âge et le sexe.

Les résultats quantitatifs sont exprimés en pourcentages, sauf indication contraire. Il se peut que la somme des résultats ne soit pas égale à 100 p. 100 en raison de l'arrondissement des nombres ou de réponses multiples. Les résultats nets indiqués dans le texte peuvent ne pas correspondre exactement aux résultats individuels figurant dans les tableaux en raison de l'arrondissement. La base de référence est constituée de l'échantillon total ($n = 3\,444$), sauf indication contraire.

I. Constatations détaillées – phase qualitative

A. Les changements climatiques comme sujet de discussion

Au début de chaque séance de groupe de discussion, on a demandé aux participants d'indiquer dans quelle mesure les changements climatiques constituent un sujet de discussion dans leur vie de tous les jours. Beaucoup ont dit qu'il s'agissait d'un sujet de discussion informel. Le plus souvent, les participants ont dit que ces conversations étaient occasionnées par des changements météorologiques et des phénomènes extrêmes ou inhabituels. Ces conversations étaient fréquemment axées sur des préoccupations entourant les changements climatiques et leurs répercussions potentielles.

Un petit nombre de participants, qui se décrivaient comme étant très intéressés et préoccupés par l'environnement, ont indiqué avoir des discussions plus approfondies sur les changements climatiques, y compris sur les moyens de s'y attaquer. Quelques participants ont dit que les changements climatiques n'étaient jamais abordés dans leurs conversations.

B. Connaissance/orientation de la question

On a demandé aux participants ce qu'une « économie à faibles émissions de carbone » signifiait à leur avis. Le terme était généralement inconnu des participants de tous les groupes. Beaucoup ont admis qu'ils ne connaissaient pas du tout ce terme. Ceux qui ont essayé de le décrire se concentraient souvent sur la partie « à faibles émissions de carbone » et aux efforts visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES). Peu ont établi un lien entre les résultats environnementaux et leur incidence sur l'économie. Les participants qui ont mentionné l'économie faisaient habituellement référence aux dépenses que les individus et les industries doivent engager pour parvenir à une société à faibles émissions de carbone.

On a donné aux participants une brève description d'une économie à faibles émissions de carbone¹, afin que tout le monde comprenne et puisse se mêler à la conversation. La connaissance des projets du Canada en vue d'une transition vers une telle économie n'était pas répandue, mais les gens étaient au courant que la lutte aux changements climatiques attirait l'attention mondiale. Souvent, les participants regroupaient des initiatives d'une variété de gouvernements au sein du Canada (surtout provinciaux). Beaucoup ont mentionné la taxe fédérale sur le carbone, en particulier dans les provinces où l'opposition est de haut niveau. Ceux qui sont au courant de la taxe sur le carbone en ont entendu parler par les médias grand public. Il y aussi eu quelques mentions de la transition vers des sources d'énergie renouvelable et de l'accroissement de l'accès à ces sources par les ménages individuels.

En général, les participants estimaient que les raisons pour un passage à une économie à faibles émissions de carbone étaient centrées sur la protection de l'environnement pour l'avenir. Le raisonnement reposait souvent sur des valeurs, et les gens mentionnaient rarement voire jamais les conséquences économiques potentielles ou d'autres motivations pour un changement.

Les participants ont donné une variété de réponses quand on leur a demandé d'indiquer quand celui-ci devait survenir. Parmi ceux qui ont parlé d'urgence, beaucoup ont affirmé que le changement aurait dû commencer depuis des années, tandis que d'autres estimaient qu'il devait débiter maintenant. Ces participants ont souvent fait

¹ Une économie à faibles émissions de carbone renforcera l'économie du Canada tout en réduisant les émissions de GES qui causent les changements climatiques. Nous utiliserons donc de l'électricité propre pour alimenter nos maisons, nos milieux de travail, nos véhicules et nos industries et utiliserons l'énergie plus efficacement.

référence à des rapports récents d'experts en la matière sur l'état du problème des changements climatiques. D'autres ont estimé qu'un délai de 5 à 10 ans serait plus réaliste afin de tenir compte des modifications à apporter à la législation et de se préparer aux changements effectués par l'industrie. Peu de gens ont indiqué qu'un délai plus long (p. ex. de 15 à 20 ans) serait approprié. Il a souvent été admis que tant l'industrie que les individus et les ménages auront besoin de temps pour s'adapter.

Les participants étaient divisés sur le sens du mot « shift » (passer) dans les groupes anglophones. Sous-entend-il une urgence appropriée ou signifie-t-il un changement abrupt susceptible d'inquiéter les Canadiens? Les mots « transition » et « transform » ont été suggérés et, moins souvent, « change », « adapt » et « evolve ». Dans les groupes francophones, « passer » semblait être le bon mot pour expliquer le besoin et l'urgence d'une économie à faibles émissions de carbone. « Transition » semblait suggérer que le changement prendrait trop de temps, alors que « passer » voulait dire qu'il commencerait à se produire dès maintenant.

C. La vie dans une économie à faibles émissions de carbone

Au cours du volet suivant de la discussion, on a demandé aux participants de réfléchir à la façon dont on pourrait réaliser une économie à faibles émissions de carbone dans leur ville. On a d'abord traité de la question des transports, puis de celle des maisons.

Transports

Quand on les a questionnés sur les changements requis pour la réduction des émissions de GES des transports dans leur collectivité, les participants (surtout ceux des régions urbaines) ont surtout émis l'avis que le transport en commun devait être amélioré afin d'en soutenir une utilisation accrue par plus de monde. Les gens étaient conscients, surtout dans les régions urbaines, que la réduction du nombre de véhicules sur les routes aurait une grande incidence sur la baisse des émissions. Cependant, certains ont laissé entendre que les individus résidant en dehors des limites des villes, en particulier les familles, continueraient de dépendre des véhicules personnels. De nombreux participants des régions rurales et éloignées estimaient tout simplement que le transport en commun ne constituait pas une option dans les villes plus petites.

Certains ont mentionné les véhicules électriques comme moyen de réduire les émissions, bien que des inquiétudes aient été exprimées au sujet de leur fonctionnement dans les climats froids, de leur autonomie et de l'accès aux bornes de recharge (surtout dans les régions rurales). Beaucoup étaient d'avis que le coût représentait un obstacle à un usage plus répandu des véhicules électriques. Tandis que certains ont indiqué envisager l'achat d'une telle voiture, ils étaient habituellement à un stade très précoce de leur réflexion. Les véhicules hybrides ont, par comparaison, été mentionnés très rarement. Certains ont indiqué que le transport en commun et les taxis pourraient effectuer la transition vers l'énergie électrique.

Voici d'autres suggestions mentionnées moins souvent comme moyens d'abaisser les émissions produites par les transports : encourager un plus grand recours au covoiturage ou au conavettage, marcher et faire du vélo, réduire l'engorgement routier et la congestion de la circulation, et donner aux gens plus d'occasions de travailler à distance.

Dans l'ensemble, les participants semblaient favoriser des interventions destinées à rendre plus accessibles les options de transport respectueuses de l'environnement et à encourager (motiver) les gens à s'en servir. On a peu abordé la mise en place de normes ou d'une réglementation plus strictes en matière de transports ou de véhicules.

Quand on les a interrogés sur la réduction des émissions découlant du transport de marchandises, les participants étaient très peu informés ou au courant des options ou des solutions de recharge. Néanmoins, ils soutenaient des

changements, le plus souvent mentionné étant l'utilisation accrue du transport ferroviaire. Quelques-uns ont suggéré que les services de livraison adoptent le transport électrique. On a aussi évoqué l'idée de carrément réduire le besoin de transport sur de longues distances en achetant localement et moins souvent en ligne.

Quand on leur a demandé s'ils étaient prêts à appuyer les détaillants recourant à des options de transport à faibles émissions de carbone, beaucoup ont répondu qu'ils étaient ouverts à l'idée, mais, qu'au bout du compte, ils seraient guidés par le coût des biens. Si le transport à faibles émissions de carbone augmentait celui-ci, la plupart des participants (surtout ceux des groupes à faible revenu) ont dit qu'ils choisiraient de demeurer avec les détaillants traditionnels. Les participants des villes rurales estimaient souvent que leurs options étaient déjà limitées au chapitre de la vente au détail et que, par conséquent, cela restreignait les possibilités de choisir des solutions de rechange à faibles émissions de carbone. Par ailleurs, comme les participants n'étaient pas sûrs de la façon dont les Canadiens seraient au courant des produits ou des détaillants recourant au transport à faibles émissions de carbone, ils estimaient qu'il pourrait être difficile de soutenir les bons détaillants.

Parmi les désavantages perçus du passage au transport à faibles émissions de carbone, les gens ont mentionné le coût et l'abordabilité, ainsi que des préoccupations d'ordre géographique (p. ex. l'accès aux options de déplacement et aux biens), surtout pour les habitants des régions rurales.

Bâtiments

Quand on les a interrogés sur les changements les plus réalisables en faveur de l'amélioration de l'efficacité énergétique des maisons de leur communauté, les participants ont notamment suggéré l'amélioration de l'isolation, une utilisation réduite de l'éclairage, les thermostats intelligents, le recyclage ou la réutilisation des biens, ainsi que le recours à des ampoules, à des électroménagers, à des fournaies, à des fenêtres et à des chauffe-eau écoénergétiques. Le besoin de ces types de changements semble bien accepté, certains indiquant en avoir déjà effectué un bon nombre, tandis que d'autres les envisageaient dans un avenir rapproché.

Presque chaque groupe a mentionné l'installation de panneaux solaires, mais beaucoup de gens ont expliqué que son coût est prohibitif ou que la neige ou le peu d'ensoleillement rendent irréalisable une telle option à longueur d'année dans certaines parties du pays.

Quantité de personnes ont aussi parlé de méthodes générales de réduction de la pollution et des déchets à l'échelle des ménages. La séparation et le réacheminement des déchets sont revenus régulièrement lors des discussions sur la réduction de leur production ménagère. La plupart des gens ont convenu que de tels changements auraient une incidence cumulative si de nombreux Canadiens s'engageaient à les effectuer.

Les participants ont parfois exprimé le besoin de meilleurs incitatifs pour aider à la transition vers des options écoénergétiques ou à la réalisation de rénovations destinées à améliorer l'efficacité énergétique, étant donné que le coût a souvent été mentionné comme un obstacle au changement. Certains étaient au courant de programmes locaux ou provinciaux qui offrent des mesures financières incitatives pour l'apport de modifications aux bâtiments, mais peu l'étaient d'initiatives de cette nature de la part du gouvernement fédéral.

Les désavantages perçus des changements liés aux domiciles étaient souvent centrés sur le coût et l'abordabilité. On a également souligné la difficulté de les apporter (c.-à-d. l'effort exigé pour la rénovation d'une résidence).

On a demandé aux participants de six endroits² s'ils avaient déjà entendu parler de biomasse ou de bioénergie. Le petit nombre de gens qui étaient au courant de ces termes les associaient habituellement aux déchets. Les participants des régions rurales ou des banlieues (Prince George, Timmins, Val-d'Or/Abitibi/Rouyn-Noranda, Dartmouth) avaient tendance à être plus familiarisés, certains mentionnant que des usines de fabrication locales recouraient à cette forme d'énergie. Après une explication de la biomasse, les questions suivantes ont souvent été posées :

- Quelle est sa source/sa composition? Peut-elle être dangereuse ou toxique?
- Comment les consommateurs de biomasse obtiennent-ils la substance? (Est-elle livrée? Dois-je me déplacer pour en trouver?)
- Quel est le coût et comment celui-ci se compare-t-il à la façon dont les consommateurs obtiennent actuellement l'énergie pour le chauffage et l'électricité?
- Est-ce possible à l'échelle plus petite, à celle du ménage?

D. Infrastructure électrique

On a ensuite montré aux participants une image avec sept sources d'électricité (gaz naturel, pétrole, énergie nucléaire, hydroélectricité, charbon, énergie éolienne, énergie solaire). Quand on leur a demandé les sources qui ont le plus de sens pour leur communauté dans le cadre d'une transition vers une économie à faibles émissions de carbone, les énergies solaire, éolienne et hydroélectrique sont fréquemment arrivées en tête de liste. Quelques participants ont suggéré des sources (énergies marémotrice et géothermique) qui ne figuraient pas dans la liste originale.

Cependant, les gens possédaient une vague connaissance de la plupart des sources d'énergie, quelques-uns estimant qu'ils n'en savaient tout simplement pas assez pour faire un choix éclairé. Les énergies éolienne et solaire ont souvent été considérées souhaitables sur le plan environnemental, mais d'autres ont mis en question leur coût ou leur fiabilité. Ceux qui ont choisi l'hydroélectricité le faisaient souvent en raison de l'infrastructure existante et de la perception de sa fiabilité. Certains savaient que le gaz naturel et l'énergie nucléaire constituent des sources d'énergie dans leur région du fait de l'infrastructure en place. Le charbon et le pétrole étaient des sources connues, mais personne ne les a choisis, parce qu'ils étaient considérés comme d'importants émetteurs de carbone. L'énergie marémotrice a été proposée comme autre source à Dartmouth et Saint John en raison de la proximité de l'océan, tandis que la géothermie a été mentionnée à Timmins.

Qu'ils vivent dans des collectivités urbaines ou rurales, les participants ont habituellement favorisé les mêmes sources. Les habitants des villes côtières préféraient un peu plus souvent l'énergie éolienne, tandis que ceux des villes de l'intérieur privilégiaient un peu plus l'énergie solaire. Les participants de l'Est du Canada ont montré un peu plus de préférence pour l'hydroélectricité que ceux de l'Ouest, tandis que ceux-ci préféraient un peu plus l'énergie solaire que leurs compatriotes de l'Est.

² Vancouver, Val-d'Or/Abitibi/Rouyn-Noranda, Timmins, Dartmouth, Prince George, Saint John.

On a ensuite demandé aux participants de choisir leur solution préférée pour le développement d'une nouvelle infrastructure énergétique dans leur communauté :

- a. Un projet local, mis au point par leur communauté ou un groupe de municipalités voisines
- b. Un projet provincial, mis au point par leur province
- c. Un projet interprovincial, mis au point par leur province et une province voisine.

Les opinions étaient partagées, mais une approche provinciale est préférée à une solution interprovinciale par une faible marge, tandis que la démarche locale n'a été choisie que par le plus petit nombre de participants. Souvent, la préférence pour une approche provinciale était attribuable au désir de partager les ressources (financières), surtout chez les habitants des plus petites collectivités qui sont peut-être incapables d'apporter leurs propres changements à l'infrastructure.

Là encore, les préférences des habitants des villes urbaines et des villes rurales étaient très similaires. Les participants des villes côtières ont privilégié un peu plus une approche locale, tandis que l'approche interprovinciale a été préférée légèrement plus par ceux des collectivités de l'intérieur. Les Canadiens de l'Est ont accordé légèrement plus de préférence aux approches provinciales et interprovinciales, tandis que ceux de l'Ouest se sont prononcés un peu plus en faveur d'une approche locale.

E. Actions et priorités

Actions personnelles/du ménage. On a demandé aux participants les types de changements qu'ils avaient faits récemment, qu'ils effectuaient actuellement ou qu'ils étaient disposés à mettre en œuvre prochainement pour passer à un mode de vie à faibles émissions de carbone. Les participants estimaient qu'ils consentaient des efforts actuellement et régulièrement, nombre d'entre eux indiquant que la réalisation d'économies (au lieu de la réduction de l'incidence environnementale) constituait leur principale motivation. Ils ont souvent décrit des mesures comme le recyclage, la réduction des déchets et la conservation de l'énergie. Parmi les autres interventions, mentionnons le recours au transport en commun, la conduite moins fréquente de leur voiture, l'achat local et l'exécution de petites rénovations domiciliaires.

Peu ont fait état d'efforts plus substantiels, comme des rénovations majeures ou le passage à d'autres sources d'énergie. Souvent, les participants sentaient que leur capacité d'apporter des changements était limitée par le coût qu'ils associaient aux options écoénergétiques.

Initiatives du gouvernement du Canada. On a ensuite présenté aux participants sept façons dont le gouvernement du Canada pourrait promouvoir une économie à faibles émissions de carbone pour toute la population. On leur a demandé de choisir jusqu'à trois initiatives qui seraient les plus efficaces pour encourager la transition vers une économie à faibles émissions de carbone.

L'initiative généralement jugée **la plus efficace** est « *Offrir des mesures financières incitatives aux ménages canadiens pour les aider à changer* », car elle a un rapport direct avec la question du coût, thème qui est revenu régulièrement lors des séances des groupes de discussion.

La deuxième option la plus populaire est « *Financer de nouvelles technologies de stockage d'énergie comme les sources solaire et éolienne* », suivie par « *Exiger que les nouveaux bâtiments soient à consommation énergétique nette zéro* ». Les participants ont dit qu'ils avaient choisi ces solutions parce qu'il s'agissait de changements positifs qui

pourraient favoriser l'innovation et motiver les Canadiens à prendre des mesures. Cependant, la plupart ont également admis qu'ils avaient une compréhension limitée du fonctionnement possible de ces initiatives.

On a ensuite demandé aux participants de choisir jusqu'à trois initiatives qui seraient **les moins efficaces** pour encourager la transition vers une économie à faibles émissions de carbone. Le plus souvent, ils étaient d'avis que ces options seraient « *Exiger l'étiquetage du rendement énergétique des maisons et des bâtiments pour les acheteurs et locataires potentiels* », « *Substituer l'électricité ou des combustibles à faibles émissions de carbone (ex. copeaux de bois, boulettes de bois, gaz naturel renouvelable) au pétrole et au gaz comme source d'énergie résidentielle et commerciale* » et « *Encourager le transport interurbain à passer de la route au rail (trains)* ». Ces options semblaient trop expérimentales ou trop à long terme pour que les participants les jugent efficaces. Les gens éprouvaient de la difficulté à saisir les interventions nécessaires à la mise en œuvre de ces changements.

F. Effets sur l'industrie

On a présenté aux participants des images des quatre principales industries d'exploitation des ressources naturelles du Canada (pétrolière et gazière, minière, forestière et nucléaire). On leur a demandé de nommer l'industrie qui, à leur avis, aurait le plus de mal à passer à une économie à faibles émissions de carbone. L'industrie pétrolière et gazière a, de loin, été l'option la plus choisie, étant donné que les participants étaient conscients de l'ampleur de la présence implicite du carbone dans ce secteur. Très peu de participants ont pu imaginer la façon dont cette industrie pourrait apporter des changements qui contribueraient à la mise en place d'une économie à faibles émissions de carbone. Les résultats sont généralement semblables d'un lieu géographique à un autre.

On a ensuite demandé d'évaluer les quatre mêmes industries et d'indiquer celle qui serait la plus susceptible de trouver un effet positif au passage à une économie à faibles émissions de carbone. Les participants ont répondu l'industrie nucléaire et la foresterie, mais peu ont été en mesure de justifier leur sélection autrement qu'en disant que ce serait plus facile pour elles que pour les autres options.

G. Besoins de communication/d'information

Le dernier volet des séances des groupes de discussion portait sur ce que les participants estimaient le plus important pour le gouvernement fédéral de faire ressortir lorsqu'il s'adresse aux Canadiens sur la transition vers un mode de vie à faibles émissions de carbone.

Le plus souvent, les participants étaient d'avis que le rôle du gouvernement fédéral consiste à fournir, dans un langage simple, des données sur l'état actuel de la question et de démontrer clairement comment les changements proposés auront une incidence positive sur l'économie et les changements climatiques. Ils estimaient que les messages devraient montrer qu'il incombe également aux Canadiens de contribuer à une économie à faibles émissions de carbone.

On a aussi parlé du rôle du gouvernement dans la communication de l'urgence de l'apport de changements et des conséquences de l'inaction. Cependant, on s'inquiétait également du fait que l'exercice d'une trop grande pression risquerait d'alarmer les Canadiens.

Les participants ont demandé à l'industrie (p. ex. au secteur immobilier, aux services de livraison, aux entreprises de ressources naturelles et aux autres sociétés) et aux gouvernements de prêcher par l'exemple relativement au passage à une économie à faibles émissions de carbone, ce qui réduirait le coût de l'adoption de nouvelles technologies pour tous les Canadiens au fil du temps.

Beaucoup estimaient que le gouvernement devrait expliquer comment la transition n'engendrera pas de difficultés économiques ni des coûts supplémentaires pour les Canadiens. Les habitants des régions susceptibles d'être touchées par les changements apportés par l'industrie (la perte d'emplois dans l'industrie pétrolière, par exemple) veulent savoir comment le gouvernement aidera les personnes concernées et leurs collectivités.

Les participants ont recommandé que les communications destinées à encourager un passage à une économie à faibles émissions de carbone se concentrent sur les résultats positifs au chapitre de l'environnement plutôt qu'à celui de l'économie. Pourtant, en même temps, le coût initial pour leur ménage constituait de loin le principal obstacle perçu à l'apport de modifications. Ces points de vue contradictoires laissent entendre qu'un argument économique est pertinent, mais peut-être plus à l'échelle du ménage qu'à celle de l'économie dans son ensemble.

II. Constatations détaillées – phase quantitative

A. Impressions générales sur les ressources naturelles

Principal enjeu relatif aux ressources naturelles

L'assurance que nos ressources sont suffisantes pour les générations futures constitue l'enjeu relatif aux ressources naturelles qui a été le plus souvent mentionné. L'exception est l'Alberta, où les résidents accordent une plus grande importance au besoin d'approuver et de construire un pipeline.

Quand on leur a demandé leur avis sur le principal défi auquel le Canada fait face relativement à ses ressources naturelles (spontanément, sans donner d'options de réponse), les Canadiens ont indiqué un large éventail d'enjeux. L'assurance que nos ressources sont suffisantes pour les générations futures est celui qui a été le plus souvent mentionné, par une personne sur sept. Moins d'un sondé sur dix a mentionné des enjeux comme la nécessité d'approuver la construction de pipelines, la pollution, les changements climatiques et l'incidence environnementale des pipelines.

Principal enjeu relatif aux ressources naturelles (principales mentions, 3 p. 100 ou plus)

Principal enjeu relatif aux ressources naturelles	Total (n = 3 444)
Assurance que nos ressources sont suffisantes pour les générations futures	14 %
Approbation/besoin de construction de pipelines	8 %
Pollution de la Terre/de l'environnement (non précisé)	8 %
Changements climatiques	7 %
Pipelines/déversements de pétrole/effets environnementaux	7 %
Protection des forêts, des lacs et de l'habitat	6 %
Commercialisation de produits provenant de nos ressources naturelles	6 %
Pétrole/essence (non précisé)	4 %
Gouvernement fédéral/provincial incompetent	4 %
Remplacement des combustibles fossiles par des ressources propres/renouvelables	3 %
Pollution/contamination des eaux	3 %
Nous vendons les matières premières à bon marché et importons le produit fini à des prix élevés	3 %
L'économie et ses défis	3 %
Faible coût du pétrole/vente de nos ressources à un très faible prix	3 %

Q4 Quel est, à votre avis, le plus grand défi auquel fait face le Canada en ce qui concerne ses ressources naturelles?

L'assurance que nos ressources sont suffisantes pour les générations futures constitue le principal enjeu dans presque toutes les régions, mais il ressort particulièrement à Terre-Neuve (23 p. 100). L'exception est l'Alberta, où le principal enjeu est le besoin d'approuver et de construire un pipeline (16 p. 100). Par ailleurs, la commercialisation de produits provenant de nos ressources naturelles est jugée plus importante en Saskatchewan (15 p. 100) et en Alberta (14 p. 100) que dans les autres régions.

L'assurance que nos ressources sont suffisantes pour les générations futures a été mentionnée un peu plus souvent par les personnes ayant suivi des études universitaires (et par 21 p. 100 des détenteurs d'un diplôme d'études supérieures). Les changements climatiques ont été indiqués plus fréquemment par les gens qui se trouvent dans la tranche de revenu la plus élevée (11 p. 100 de ceux qui font 150 000 \$ ou plus).

Rendement du gouvernement fédéral relativement aux enjeux concernant les ressources naturelles

Entre trois et moins de quatre sondés sur dix disent avoir une impression positive du travail accompli par le gouvernement fédéral relativement aux principaux enjeux concernant les ressources naturelles.

On a demandé aux Canadiens d'évaluer le rendement du gouvernement fédéral relativement à six activités liées aux ressources naturelles. Les perceptions sont semblables, peu importe le sujet, ce qui indique que les Canadiens n'établissent pas de distinction entre les divers rôles du gouvernement fédéral en matière de ressources naturelles. Entre trois et moins de quatre sondés sur dix estiment que le gouvernement accomplit un bon travail (une note de 7 à 10 sur une échelle de 10 points) relativement à tous les enjeux, tandis que le reste est réparti assez également entre les évaluations négatives (une note de 1 à 4) et neutres (notes de 5 et 6). Un sondé sur dix ou moins a été incapable de se prononcer.

Rendement du gouvernement du Canada relativement aux enjeux liés aux ressources naturelles

Rendement du gouvernement du Canada relativement aux enjeux liés aux ressources naturelles	Bon rendement (7-10)	Neutre (5-6)	Mauvais rendement (1-4)	Incertain(e)
S'assurer que les ressources naturelles sont exploitées d'une façon qui respecte l'environnement.	37 %	31 %	26 %	7 %
Investir dans les énergies et les technologies propres.	35 %	32 %	25 %	7 %
Promouvoir la croissance économique des industries liées aux ressources naturelles.	35 %	31 %	26 %	8 %
Gérer la mise en valeur des ressources naturelles de façon à ce qu'elle soit viable dans l'avenir.	35 %	31 %	28 %	7 %
S'assurer que les nouveaux projets misant sur les ressources naturelles sont adéquatement analysés avant d'être approuvés.	34 %	30 %	27 %	9 %
Trouver un équilibre entre les considérations environnementales et les considérations économiques.	31 %	33 %	30 %	6 %

Q5 *Veillez penser aux ressources naturelles du Canada; comment évalueriez-vous le rendement du gouvernement du Canada en ce qui a trait à chacun des éléments suivants? Veillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que le gouvernement affiche un très mauvais rendement et 10, qu'il affiche un excellent rendement.*

Il y a un peu plus d'opinions positives au sujet du rendement du gouvernement fédéral relativement à ces dossiers en Ontario, au Québec et en Colombie-Britannique qu'en Alberta et dans les Prairies. Par ailleurs, sur certains sujets, la proportion d'opinions positives est un peu plus élevée parmi les résidents des villes de taille moyenne ou grande que parmi les habitants des collectivités rurales ou petites. Elle l'est aussi parmi les hommes, les personnes âgées de 35 à 54 ans, les détenteurs d'un diplôme universitaire et les répondants autochtones.

La mise en valeur des ressources naturelles fournit-il des occasions d'emploi?

La plupart des Canadiens croient que la mise en valeur des ressources naturelles fournit des occasions d'emploi dans les régions concernées de même que pour les femmes et les peuples autochtones.

On a demandé aux Canadiens leur opinion sur les occasions d'emploi créées par la mise en valeur des ressources naturelles. Une forte majorité de huit répondants sur dix (81 p. 100) est d'accord pour dire que la mise en valeur des ressources procure des occasions d'emploi. Une proportion légèrement moindre, mais quand même de six sur dix, convient qu'il fournit des possibilités d'emploi pour les peuples autochtones (62 p. 100) ou les femmes (62 p. 100). Une proportion significative de 17 p. 100 des sondés était incertaine à propos de ces deux dernières catégories.

Accord avec les énoncés relatifs à l'emploi

Degré d'accord avec les énoncés relatifs à l'emploi lié à la mise en valeur des ressources naturelles	Net : en accord	Fortement en accord	Plutôt en accord	Plutôt en désaccord	Fortement en désaccord	Incertain(e)
Cela fournit dans occasions d'emploi dans les régions concernées.	81 %	30 %	50 %	7 %	3 %	9 %
Cela fournit des occasions d'emploi pour les peuples autochtones.	62 %	20 %	42 %	15 %	6 %	17 %
Cela fournit des occasions d'emploi pour les femmes.	62 %	18 %	43 %	16 %	5 %	17 %

Q6 Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec ces énoncés portant sur la mise en valeur des ressources naturelles?

Dans l'ensemble des régions et parmi tous les segments démographiques, une majorité se dit en accord (fortement ou plutôt) avec les énoncés selon lesquels la mise en valeur des ressources naturelles fournit ces occasions d'emploi. Les proportions de gens qui sont *fortement* en accord se trouvent dans les catégories suivantes :

- Cela fournit des occasions d'emploi dans les *régions concernées* : Alberta (43 p. 100), Saskatchewan (37 p. 100), communautés urbaines (34 p. 100), hommes (36 p. 100), 55 ans et plus (33 p. 100), revenu du ménage de 150 000 \$ ou plus (47 p. 100), études supérieures (40 p. 100).
- Cela fournit des occasions d'emploi pour les *peuples autochtones* : Alberta (31 p. 100), Saskatchewan (26 p. 100), hommes (24 p. 100), revenu du ménage de 150 000 \$ ou plus (28 p. 100), peuples autochtones (27 p. 100).
- Cela fournit des occasions d'emploi pour les *femmes* : Alberta (30 p. 100), hommes (23 p. 100), peuples autochtones (32 p. 100).

Retombées de la mise en valeur des ressources naturelles

On s'entend généralement pour dire que la mise en valeur des ressources naturelles profite au pays, à la province, à la communauté et aux particuliers canadiens.

On a demandé aux Canadiens de se prononcer sur le degré auquel la mise en valeur des ressources naturelles profite au pays dans son ensemble et à certains segments précis de celui-ci. Les répondants sont le plus en accord avec l'idée que la mise en valeur des ressources profite au pays (84 p. 100 fortement ou plutôt en accord), mais de fortes majorités conviennent aussi qu'il profite à leur province ou à leur territoire (79 p. 100) et à leur communauté locale (65 p. 100), alors qu'un peu plus de la moitié (54 p. 100) est d'accord pour dire que ce développement leur profite personnellement.

Accord avec les énoncés sur les retombées de la mise en valeur des ressources naturelles

Degré d'accord avec les énoncés sur les retombées de la mise en valeur des ressources naturelles	Net : en accord	Fortement en accord	Plutôt en accord	Plutôt en désaccord	Fortement en désaccord	Incertain(e)
Cela profite à mon pays.	84 %	41 %	43 %	7 %	2 %	6 %
Cela profite à ma province ou à mon territoire.	79 %	37 %	42 %	10 %	4 %	7 %
Cela profite à ma communauté locale.	65 %	28 %	37 %	18 %	7 %	10 %
Cela me profite personnellement.	54 %	20 %	34 %	21 %	13 %	13 %

Q7 Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec ces énoncés portant sur la mise en valeur des ressources naturelles?

Des majorités à travers le pays et parmi tous les segments démographiques sont en accord (fortement ou plutôt) avec les énoncés selon lesquels la mise en valeur des ressources profite au pays, à leur province ou territoire et à leur collectivité locale. La proportion de répondants qui *sont fortement* en accord est habituellement plus élevée (mais pas toujours) en Alberta et en Saskatchewan, parmi les hommes et les aînés ainsi que parmi les personnes au statut socioéconomique plus élevé (plus d'études et revenus plus importants) :

- Profite au *pays* : Alberta (61 p. 100), Saskatchewan (48 p. 100), hommes (47 p. 100), 55 ans et plus (48 p. 100), revenu du ménage de 150 000 \$ ou plus (58 p. 100), études supérieures (50 p. 100).
- Profite à la *province* ou au *territoire* : Alberta (64 p. 100), Saskatchewan (50 p. 100), hommes (41 p. 100), 55 ans et plus (42 p. 100), revenu du ménage de 150 000 \$ ou plus (50 p. 100), études supérieures (43 p. 100).
- Profite à la *communauté locale* : Alberta (55 p. 100), Saskatchewan (35 p. 100), revenu du ménage de 150 000 \$ ou plus (41 p. 100).
- Profite à *moi personnellement* : Alberta (33 p. 100), revenu du ménage de 150 000 \$ ou plus (31 p. 100), études supérieures (24 p. 100), peuples autochtones (28 p. 100).

B. Sables bitumineux

Opinions sur l'exploitation des sables bitumineux

Des majorités sont d'accord pour dire qu'il faudrait construire des pipelines afin de réduire les émissions de GES, qu'il faudrait élargir les marchés pétroliers, que les sables bitumineux contribuent à la prospérité future et que les nouvelles technologies rendent les sables bitumineux plus écologiques. Les opinions sont partagées au sujet de la mesure dans laquelle la réglementation actuelle protège l'environnement.

Les Canadiens ont une opinion généralement positive à propos des pipelines et des sables bitumineux. Des majorités qui se situent entre six et sept répondants sur dix conviennent que le Canada devrait construire des pipelines afin de réduire les émissions de GES produites par le transport du pétrole par train (69 p. 100 en accord dans l'ensemble, 33 p. 100 fortement); qu'il faut élargir les marchés acheteurs de pétrole canadien (68 p. 100 en accord, 32 p. 100 fortement); que l'exploitation des sables bitumineux contribue à la prospérité future du pays (65 p. 100 en accord, 26 p. 100 fortement); que les nouvelles technologies et innovations rendent ce type de développement plus écologique (60 p. 100 d'accord, 21 p. 100 fortement).

Les avis sont plus partagés au sujet de la mesure dans laquelle la réglementation suffit à limiter les effets de l'exploitation des sables bitumineux sur l'environnement. Un peu moins de la moitié est en accord avec cet énoncé, tandis qu'un peu moins de quatre répondants sur dix sont en désaccord et qu'environ un sur six est incertain.

Accord avec les énoncés sur les sables bitumineux du Canada

Degré d'accord avec les énoncés sur les sables bitumineux du Canada	Net : en accord	Fortement en accord	Plutôt en accord	Plutôt en désaccord	Fortement en désaccord	Incertain(e)
Le Canada devrait construire des pipelines afin de réduire les émissions de GES produites par le transport de pétrole par train.	69 %	33 %	36 %	9 %	9 %	12 %
Les marchés acheteurs du pétrole provenant des sables bitumineux canadiens doivent être étendus à d'autres pays que les États-Unis, par exemple les pays d'Asie.	68 %	32 %	36 %	11 %	7 %	14 %
L'exploitation des sables bitumineux contribue à la prospérité future du Canada.	65 %	26 %	39 %	14 %	8 %	12 %
Les nouvelles technologies et innovations rendent l'exploitation des sables bitumineux plus écologique.	60 %	21 %	39 %	16 %	9 %	16 %
La réglementation canadienne suffit à limiter les effets de l'exploitation des sables bitumineux sur l'environnement.	47 %	14 %	33 %	23 %	14 %	16 %

Q8 Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec ces énoncés portant sur les sables bitumineux canadiens?

Les répondants albertains sont les plus fortement en accord avec tous ces énoncés, tandis que les sondés québécois sont le moins. Sont également fortement en accord les hommes, les personnes âgées de 55 ans et plus et ceux dont le revenu du ménage est de 150 000 \$ ou plus. L'autre différence notable parmi les sous-groupes est le fait que

les détenteurs de diplômes d'études supérieures sont les plus susceptibles d'être fortement en accord pour dire qu'il faudrait construire des pipelines pour réduire les GES (41 p. 100) ou élargir les marchés internationaux (39 p. 100).

Le Canada devrait-il agrandir l'infrastructure d'exportation de l'énergie?

Sept répondants sur dix sont favorables à l'agrandissement de l'infrastructure d'exportation de l'énergie, tandis que trois sur dix s'y opposent.

Dans le sondage, on expliquait aux répondants qu'il faut construire des infrastructures pour que les entreprises puissent vendre du pétrole aux marchés mondiaux. On leur a ensuite demandé d'indiquer lequel de deux énoncés se rapprochait le plus de leur point de vue à cet égard. Sept sondés sur dix ont dit que le Canada devrait agrandir ses infrastructures, car cela faciliterait la création d'emplois et la croissance économique³. Trois sur dix pensent que les infrastructures ne devraient pas être développées en raison des effets environnementaux et de la possibilité d'accidents.

Opinion sur l'agrandissement de l'infrastructure d'exportation de l'énergie

Opinion sur l'agrandissement de l'infrastructure d'exportation de l'énergie	Total (n = 3 444)
Le Canada devrait agrandir ses infrastructures.	69 %
Le Canada ne devrait pas agrandir ses infrastructures.	31 %

Q9 Pour que les entreprises canadiennes puissent vendre du pétrole à d'autres marchés mondiaux, dont ceux de l'Asie, des infrastructures doivent être construites. Lequel de ces énoncés portant sur l'opportunité, pour le Canada, d'agrandir son réseau de chemins de fer, d'installations portuaires, de routes et de pipelines se rapproche le plus de votre point de vue?

01 – Le Canada devrait développer ses infrastructures afin d'exporter l'énergie canadienne vers des marchés comme ceux de l'Asie, et ce, même si un certain impact sur l'environnement est observé, car cela facilite la création d'emplois et la croissance économique du pays.

02 – Le Canada ne devrait pas développer ses infrastructures afin d'exporter l'énergie canadienne vers des marchés comme ceux de l'Asie, et ce, même [si] cela entraîne des pertes d'emploi et une décroissance économique, car l'impact environnemental et la possibilité d'accidents sont trop grands.

Selon l'opinion dominante à travers le pays, il faudrait agrandir les infrastructures, bien que le degré d'accord soit plus élevé en Alberta (85 p. 100) et plus faible au Québec (55 p. 100) qu'ailleurs (entre 64 et 75 p. 100). En outre, le soutien lié à l'agrandissement représente le choix consensuel dans tous les segments démographiques, mais il l'est dans une proportion plus élevée parmi les hommes (78 p. 100 par opposition à 60 p. 100 des femmes), les personnes âgées de 55 ans et plus (75 p. 100) et ceux dont le revenu du ménage est de 150 000 \$ ou plus (80 p. 100).

La balance penche largement en faveur de ceux qui conviennent qu'il faut développer les marchés pour les sables bitumineux au-delà des États-Unis (83 p. 100 pour par opposition à 29 p. 100 contre le besoin d'une telle expansion).

³ Une question semblable, mais rédigée différemment a été posée lors d'un sondage téléphonique réalisé par Environics en 2013 pour Ressources naturelles Canada. À ce moment-là et en utilisant cette méthodologie, un peu moins de la moitié (47 p. 100) des gens étaient favorables à l'expansion et 40 p. 100, contre.

Le pétrole constituera-t-il une source d'énergie plus importante ou moins importante?

Six Canadiens sur dix croient que, dans dix ans, le pétrole constituera une source d'énergie importante, voire même plus importante, pour les ménages et les entreprises du pays.

Le soutien majoritaire en faveur de l'agrandissement des infrastructures pour l'exportation du pétrole vers les marchés reflète la croyance répandue selon laquelle le pétrole jouera un rôle aussi important (32 p. 100), voire même plus important (29 p. 100), dans le paysage énergétique dans 10 ans. Par comparaison, un tiers (33 p. 100) des sondés estiment que le pétrole représentera une source d'énergie moins importante à l'avenir.

Importance du pétrole comme source d'énergie dans dix ans

Importance du pétrole comme source d'énergie dans dix ans	Total (n = 3 444)
Net : Plus importante	29 %
Beaucoup plus importante	12 %
Un peu plus importante	17 %
Environ aussi importante	32 %
Net : Moins importante	33 %
Un peu moins importante	23 %
Beaucoup moins importante	10 %
Incertain(e)	6 %

Q10 Dans 10 ans, dans quelle mesure le pétrole constituera-t-il, à votre avis, une source d'énergie plus ou moins importante qu'à l'heure actuelle pour les ménages et les entreprises du Canada?

La proportion de répondants qui croient que le pétrole deviendra plus important varie de 19 p. 100 au Québec à 38 p. 100 en Alberta. Les Québécois sont les plus susceptibles de penser que le pétrole perdra de son importance (45 p. 100).

C. Mines

Des majorités sont au moins plutôt d'accord pour dire que l'industrie minière contribue de façon importante à l'économie du pays et qu'elle appuiera sa prospérité future. Les avis sont plus partagés au sujet de la mesure dans laquelle la réglementation suffit à limiter l'impact environnemental de ce secteur.

On a demandé à des Canadiens à quel point ils étaient en accord avec trois énoncés sur l'industrie minière. Les trois quarts des sondés sont en accord (fortement ou plutôt) pour dire que ce secteur contribue de façon importante à l'économie du pays, tandis que les deux tiers sont d'avis qu'il soutiendra la prospérité future. Là encore, les opinions sont davantage partagées au sujet de la mesure dans laquelle la réglementation suffit à limiter les effets de l'industrie minière sur l'environnement (49 p. 100 en accord, 34 p. 100 en désaccord, 17 p. 100 incertains).

Accord avec les énoncés sur l'industrie minière du Canada

Degré d'accord avec les énoncés sur l'industrie minière du Canada	Net : en accord	Fortement en accord	Plutôt en accord	Plutôt en désaccord	Fortement en désaccord	Incertain(e)
L'industrie minière contribue de façon importante à l'économie canadienne.	73 %	24 %	49 %	13 %	3 %	12 %
L'industrie minière contribuera à la prospérité future du Canada.	65 %	20 %	45 %	17 %	6 %	13 %
La réglementation canadienne suffit à limiter les effets de l'industrie minière sur l'environnement.	49 %	13 %	36 %	24 %	10 %	17 %

Q11 Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec ces énoncés portant sur l'industrie minière canadienne?

C'est en Alberta et en Saskatchewan qu'on est le plus fortement en accord avec les trois énoncés et au Québec qu'on l'est le moins. Le degré d'accord est aussi plus élevé chez les hommes et ceux dont le revenu du ménage est de 150 000 \$ ou plus. La proportion de personnes fortement en accord augmente avec l'âge pour ce qui est de deux énoncés, ceux selon lesquels l'industrie minière contribue de façon importante à l'économie (30 p. 100 des 55 ans et plus) et aidera à la prospérité future (23 p. 100 des gens de cette catégorie).

D. Forêts

Opinions sur les contributions de l'industrie forestière

De fortes majorités sont en accord pour dire que l'industrie forestière contribue de façon importante à l'économie du pays et qu'elle soutiendra la prospérité future. Plus de la moitié des sondés conviennent que la réglementation actuelle limite adéquatement les effets de la foresterie sur l'environnement.

On a demandé à des Canadiens à quel point ils étaient en accord avec les mêmes trois énoncés, cette fois sur l'industrie forestière. Huit sondés sur dix sont en accord (fortement ou plutôt) pour dire que ce secteur contribue de façon importante à l'économie du pays, tandis que sept sur dix sont d'avis qu'il soutiendra la prospérité future. Un peu plus de la moitié (55 p. 100) convient que la réglementation suffit à limiter les effets de l'industrie forestière sur l'environnement.

Accord avec les énoncés sur l'industrie forestière du Canada

Degré d'accord avec les énoncés sur l'industrie forestière du Canada	Net : en accord	Fortement en accord	Plutôt en accord	Plutôt en désaccord	Fortement en désaccord	Incertain(e)
L'industrie forestière contribue de façon importante à l'économie canadienne.	79 %	29 %	50 %	10 %	3 %	8 %
L'industrie forestière contribuera à la prospérité future du Canada.	70 %	22 %	48 %	15 %	5 %	10 %
La réglementation canadienne suffit à limiter l'impact de l'industrie forestière sur l'environnement.	64 %	15 %	39 %	22 %	10%	13%

Q12 Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec ces énoncés portant sur l'industrie forestière canadienne?

La proportion de personnes fortement en accord avec ces énoncés est généralement semblable d'une région à l'autre, mais elle est un peu plus faible au Québec et au Manitoba qu'ailleurs. Comme pour les énoncés similaires sur d'autres industries primaires, la proportion de personnes fortement en accord est plus élevée parmi les hommes, les gens âgés de 55 ans et plus et ceux qui font partie de la tranche de revenu supérieure (revenu du ménage de 150 000 \$ ou plus).

Opinions sur la bioénergie forestière

Les opinions sur la bioénergie forestière sont généralement positives. Les gens estiment qu'elle est renouvelable et abordable, qu'elle constitue une source d'énergie à faibles émissions de carbone et que le Canada devrait s'en remettre davantage à elle.

On a présenté aux répondants une brève explication de la bioénergie forestière, puis on leur a demandé leur degré d'accord avec quatre énoncés sur son sujet. Les Canadiens tendent à avoir une opinion généralement positive de la bioénergie forestière compte tenu de l'information fournie : près des trois quarts sont d'accord pour dire qu'il s'agit d'une source d'énergie renouvelable; deux tiers, pour dire qu'elle est abordable; tandis que près de six sur dix conviennent qu'il s'agit d'une source d'énergie propre et à faibles émissions de carbone et que le Canada devrait s'en remettre davantage pour ses besoins en énergie.

Accord avec les énoncés sur la bioénergie forestière

Degré d'accord avec les énoncés sur la bioénergie forestière	Net : en accord	Fortement en accord	Plutôt en accord	Plutôt en désaccord	Fortement en désaccord	Incertain(e)
Il s'agit d'une source d'énergie renouvelable.	72 %	23 %	49 %	11 %	4 %	13 %
Il s'agit d'une source d'énergie abordable.	66 %	18 %	48 %	12 %	3 %	20 %
Il s'agit d'une source d'énergie propre et à faibles émissions de carbone.	57 %	15 %	42 %	17 %	5 %	21 %
Le Canada devrait s'en remettre davantage à la bioénergie forestière pour ses besoins en énergie.	57 %	15 %	42 %	17 %	6 %	20 %

Q13 *Le bois peut être converti en divers biocarburants solides, liquides ou gazeux; les granules de bois constituent un exemple de ces biocarburants. La bioénergie forestière (l'énergie dérivée de la biomasse ligneuse) utilisée au Canada est majoritairement produite à partir de résidus industriels. Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec ces énoncés portant sur la bioénergie forestière?*

Dans l'ensemble des régions et des segments démographiques, des majorités se dégagent en accord avec ces énoncés. Les plus fortes proportions de personnes *fortement* en accord se trouvent dans les groupes suivants :

- *Renouvelable* : Hommes (28 p. 100), personnes âgées de 55 ans et plus (26 p. 100), revenu du ménage de 150 000 \$ ou plus (31 p. 100), peuples autochtones (37 p. 100).
- *Abordable* : Hommes (20 p. 100), revenu du ménage de 150 000 \$ ou plus (23 p. 100), peuples autochtones (29 p. 100).
- *Propre/à faibles émissions de carbone* : Peuples autochtones (31 p. 100), études secondaires ou moins (19 p. 100)
- *Le Canada devrait s'en remettre davantage à la bioénergie forestière* : Peuples autochtones (32 p. 100).

E. Nucléaire

Opinion sur l'énergie nucléaire

Une faible majorité convient que l'énergie nucléaire devrait faire partie du bouquet énergétique canadien.

On a brièvement expliqué aux répondants que l'énergie nucléaire permet un apport en électricité fiable, sans pollution causée par le carbone, mais qu'elle exige une gestion prudente et sécuritaire des déchets radioactifs. Compte tenu de ces renseignements, un peu plus de la moitié des sondés sont (fortement ou plutôt) d'accord pour dire qu'elle devrait faire partie du bouquet énergétique du pays, tandis qu'un tiers est en désaccord et un sur dix est incertain.

L'énergie nucléaire devrait-elle faire partie du bouquet énergétique canadien?

Degré d'accord avec l'énoncé selon lequel l'énergie nucléaire devrait faire partie du bouquet énergétique canadien	Total (n = 3 444)
Net : en accord	55 %
Fortement en accord	20 %
Plutôt en accord	34 %
Net : en désaccord	34 %
Plutôt en désaccord	18 %
Fortement en désaccord	17 %
Incertain(e)	11 %

Q14 *L'énergie nucléaire est une source d'électricité qui permet un apport en électricité fiable, sans pollution causée par le carbone (émissions de GES). Elle doit être exploitée de façon sécuritaire, et produit des déchets radioactifs à longue durée de vie qui doivent être traités avec précaution. Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord pour dire que l'énergie nucléaire devrait faire partie du bouquet énergétique canadien?*

La proportion de répondants généralement en accord (fortement ou plutôt) avec l'inclusion du nucléaire dans le bouquet énergétique varie entre 36 p. 100 au Québec et 67 p. 100 en Ontario. Plus la collectivité est grande, plus le degré d'accord augmente (de 50 p. 100 dans les communautés petites et rurales à 59 p. 100 dans les grands centres urbains). Le degré d'accord est nettement plus élevé parmi les hommes (66 p. 100 par opposition à 44 p. 100 des femmes) et les détenteurs d'un diplôme universitaire (61 p. 100 par opposition à 52 p. 100 des personnes ayant fait moins d'études). En outre, il augmente en fonction du revenu du ménage, de 48 p. 100 de ceux qui gagnent moins de 40 000 \$ à 68 p. 100 de ceux qui font 150 000 \$ ou plus.

Opinion sur les petits réacteurs nucléaires

Près de six répondants sur dix pensent que les petits réacteurs nucléaires devraient faire partie du bouquet énergétique canadien. La plupart des personnes qui font partie de ce groupe sont d'accord avec le recours au nucléaire généralement. Cependant, on trouve aussi un petit nombre de gens qui sont contre ce type d'énergie, mais ouverts aux petits réacteurs.

On a brièvement expliqué aux répondants en quoi consistaient les petits réacteurs nucléaires, puis on leur a demandé s'ils étaient d'accord ou non pour qu'ils fassent partie du bouquet énergétique du pays. Près de six sondés sur dix se sont dits en accord (fortement ou plutôt) avec l'énoncé proposé et trois sur dix, en désaccord, tandis qu'un peu plus de un sur dix était incertain.

Les petits réacteurs nucléaires devraient-ils faire partie du bouquet énergétique canadien?

Degré d'accord avec l'énoncé selon lequel les petits réacteurs nucléaires devraient faire partie du bouquet énergétique canadien	Total (n = 3 444)
Net : en accord	58 %
Fortement en accord	22 %
Plutôt en accord	37 %
Net : en désaccord	29 %
Plutôt en désaccord	16 %
Fortement en désaccord	13 %
Incertain(e)	13 %

Q15 Les petits réacteurs nucléaires énergétiques constituent l'une des dernières innovations dans ce domaine. Comparativement aux centrales nucléaires actuelles, les petits réacteurs disposent de caractéristiques de sécurité améliorées, et sont susceptibles de laisser une empreinte écologique moindre et de produire moins de déchets. Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord pour dire que les petits réacteurs nucléaires énergétiques devraient faire partie du bouquet énergétique canadien?

Il y a un recoupement d'opinions considérable entre l'énergie nucléaire en général et les petits réacteurs. Parmi ceux qui croient que le nucléaire devrait faire partie du bouquet énergétique du Canada, plus de neuf sur dix (94 p. 100) sont aussi d'accord avec le recours aux petits réacteurs (seulement 6 p. 100 sont en désaccord). De même, huit répondants sur dix (79 p. 100) qui s'étaient prononcés contre l'utilisation du nucléaire en général sont également en désaccord avec les petits réacteurs. Les deux autres qui restent sur dix (21 p. 100) sont plus ouverts à l'idée des petits réacteurs qu'à celle de l'énergie nucléaire en général.

Étant donné la cohérence des points de vue sur les deux questions, le degré d'accord global en faveur du recours aux petits réacteurs s'apparente à celui constaté pour l'utilisation de l'énergie nucléaire en général. La proportion de répondants en accord avec l'emploi de petits réacteurs varie entre 42 p. 100 au Québec et 69 p. 100 en Ontario. Le degré d'accord est plus élevé parmi les hommes (68 p. 100 par opposition à 49 p. 100 des femmes), les habitants des collectivités urbaines (61 p. 100) et les aînés (62 p. 100 des 55 ans et plus). En outre, plus le revenu du ménage et le niveau de scolarité sont élevés, plus le degré d'accord augmente.

F. Préoccupations relatives à l'énergie

Le prix payé pour l'énergie constitue la principale préoccupation des Canadiens. En outre, une majorité de personnes s'inquiète des effets de l'industrie sur l'environnement et de la capacité du pays de passer à une énergie propre et renouvelable. Les gens sont le moins préoccupés par le déclin potentiel de la demande américaine pour notre énergie.

Les Canadiens se disent modérément inquiets au sujet de quatre questions liées à l'énergie. Le prix payé pour celle-ci représente la préoccupation la plus pressante : plus de huit répondants sur dix (83 p. 100) sont inquiets, dont plus de quatre sur dix (43 p. 100) qui le sont extrêmement. Viennent ensuite dans l'ordre des préoccupations les effets de l'industrie énergétique sur l'environnement (74 p. 100 des répondants sont préoccupés, dont 29 p. 100 le sont extrêmement) et la capacité du Canada de passer à une énergie renouvelable et plus propre (70 p. 100 et 25 p. 100, respectivement).

Les gens s'inquiètent relativement moins d'un déclin potentiel de la demande américaine pour les exportations énergétiques canadiennes (54 p. 100 sont préoccupés, dont 16 p. 100 le sont extrêmement). En fait, la plupart des opinions se situent au milieu de l'échelle (66 p. 100 des sondés sont plutôt ou pas très préoccupés), tandis qu'un autre groupe (10 p. 100) est incertain. Cette absence de certitude laisse penser à une compréhension limitée des conséquences d'un tel déclin.

Préoccupation à l'égard de questions énergétiques au Canada à l'heure actuelle

Degré de préoccupation à l'égard de questions énergétiques	Net : Préoccupé(e)	Très préoccupé(e)	Plutôt préoccupé(e)	Pas très préoccupé(e)	Pas du tout préoccupé(e)	Incertain(e)
Le prix que vous payez pour l'énergie	83 %	43 %	40 %	11 %	2 %	4 %
Les effets de l'industrie énergétique sur l'environnement	74 %	29 %	45 %	16 %	4 %	5 %
La capacité du Canada de passer à une énergie renouvelable et plus propre	70 %	25 %	45 %	18 %	5 %	6 %
Le déclin potentiel de la demande américaine pour les exportations énergétiques canadiennes	54 %	16 %	38 %	28 %	8 %	10 %

Q16 Veuillez penser aux diverses questions énergétiques au Canada à l'heure actuelle; dans quelle mesure êtes-vous préoccupé(e) par chacun des éléments ci-dessous?

La proportion de personnes (très ou plutôt) préoccupées par le prix payé pour l'énergie se situe entre 78 p. 100 au Québec et 89 p. 100 en Alberta et 91 p. 100 au Nouveau-Brunswick. Elle est plus élevée dans les collectivités petites et rurales (87 p. 100) et parmi les aînés (87 p. 100 des 55 ans et plus). Il n'y a pas de variation importante de la préoccupation en fonction du revenu du ménage.

La proportion de personnes inquiètes de l'impact de l'industrie énergétique sur l'environnement se situe entre 64 p. 100 en Alberta et 80 p. 100 dans la région Atlantique. Elle est plus élevée parmi les femmes (78 p. 100 par opposition à 70 p. 100 des hommes) et les moins de 35 ans (77 p. 100 par opposition à 73 p. 100 des aînés).

La capacité du Canada de passer à une énergie renouvelable et plus propre est moins préoccupante en Alberta (67 p. 100) et au Manitoba (62 p. 100) qu'ailleurs. Elle est plus élevée parmi les femmes (75 p. 100 par opposition à 66 p. 100 des hommes).

La préoccupation au sujet du déclin potentiel de la demande américaine pour les exportations énergétiques canadiennes est plus forte en Alberta (68 p. 100) ainsi que parmi ceux dont le revenu du ménage est de 150 000 \$ ou plus (63 p. 100) et les détenteurs d'un diplôme d'études supérieures (61 p. 100).

G. Économie à faibles émissions de carbone

Connaissance du terme « économie à faibles émissions de carbone »

Relativement peu de Canadiens ont récemment vu, entendu ou lu le terme « économie à faibles émissions de carbone ». On comprend que le terme fait référence à l'utilisation de solutions de recharge énergétiques renouvelables ou à faibles émissions de carbone, mais peu expliquent son rapport avec l'économie.

Connaissance. On connaît peu le terme « économie à faibles émissions de carbone ». Trois Canadiens sur dix (29 p. 100) disent avoir vu, lu ou entendu le terme « économie à faibles émissions de carbone ». La moitié (52 p. 100) ne se rappelle pas avoir vu quelque chose sur ce sujet, tandis que deux sur dix (19 p. 100) sont incertains.

Le rappel du terme « économie à faibles émissions de carbone » est plus élevé parmi les hommes (34 p. 100 par opposition à 24 p. 100 des femmes) et augmente en fonction du revenu du ménage (de 23 p. 100 dans le cas d'un revenu inférieur à 40 000 \$ à 40 p. 100 dans le cas d'un revenu de 150 000 \$ ou plus) et des études (de 22 p. 100 parmi les personnes ayant un diplôme d'études secondaires ou un niveau de scolarité inférieur à 44 p. 100 des détenteurs d'un diplôme d'études supérieures). Il ne varie pas d'une manière significative d'une région à l'autre.

Sens. On a demandé aux répondants qui se souvenaient avoir vu ou entendu le terme « économie à faibles émissions de carbone » récemment d'en donner la signification (spontanément, sans fournir de catégories de réponses). Le plus souvent, les sondés ont décrit le terme comme faisant référence à l'utilisation de sources d'énergie écologiques ou renouvelables au lieu des combustibles fossiles (31 p. 100) et à un objectif d'air ou d'environnement plus propre (27 p. 100). Moins de gens établissent un lien avec l'économie : certains parlent d'une économie ayant pour but de réduire les émissions de GES (10 p. 100) et quelques-uns disent que le terme signifie « travailler à la mise en place d'une économie plus prospère » ou « créer plus d'emplois » (3 p. 100).

**Sens du terme « économie à faibles émissions de carbone »
(principales mentions, 3 p. 100 ou plus)**

Sens du terme « économie à faibles émissions de carbone »	Personnes ayant entendu parler d'une économie à faibles émissions de carbone (n = 1 003)
Utiliser des sources d'énergie qui sont écologiques/ renouvelables/à faibles émissions de carbone/des solutions de rechange aux combustibles fossiles	31 %
Agir pour un air/un environnement plus propre	27 %
Une économie ayant pour but de réduire/limiter les émissions de CO ₂ /les GES/les changements climatiques	10 %
Diminuer notre empreinte carbone	10 %
Réduire/éliminer la pollution	4 %
Utiliser l'énergie d'une manière durable	3 %
Travailler à la mise en place d'une économie prospère/créer plus d'emplois	3 %
Brûler moins de combustible/utiliser moins d'essence/usage à faibles émissions de carbone	3 %
Une autre taxe imposée au consommateur	3 %

18. *Que signifie pour vous le terme « économie à faibles émissions de carbone »?*

BASE : Avez-vous vu, entendu ou lu le terme « économie à faibles émissions de carbone » récemment? (n = 1 003)

Les réponses sont en général semblables à travers le pays et les segments démographiques. Comme avec la plupart des questions axées sur les connaissances, les personnes ayant un faible niveau de scolarité sont moins susceptibles de répondre à la question (c.-à-d. qu'ils sont plus susceptibles de dire qu'ils ne savent pas).

Importance des industries minière et forestière dans une économie à faibles émissions de carbone

Selon des majorités de Canadiens, les secteurs forestier et minier jouent au moins un rôle plutôt important dans une économie à faibles émissions de carbone.

On a montré aux répondants l'explication suivante d'une économie à faibles émissions de carbone :

Pour les besoins de ce sondage, une « économie à faibles émissions de carbone » est définie comme une économie favorisant la croissance économique du Canada, tout en réduisant les émissions de GES à l'origine des changements climatiques. Ce type d'économie nous amènerait à avoir recours à de l'électricité propre pour alimenter nos foyers, milieux de travail, véhicules et entreprises, et à utiliser l'énergie de façon plus efficace.

On leur a ensuite demandé de se prononcer sur l'importance du rôle des industries minière et forestière dans la transition vers une économie à faibles émissions de carbone. Sept répondants sur dix disent que l'industrie forestière joue un rôle important lorsqu'il s'agit de fournir les ressources nécessaires à une telle transition, tandis que près des deux tiers affirment que l'industrie minière est importante lorsqu'il s'agit de procurer les ressources exigées pour le développement des technologies à faibles émissions de carbone. Dans chaque cas, le reste des sondés se divisent entre ceux qui disent que le rôle n'est pas important et ceux qui sont incapables d'exprimer une opinion.

Importance des industries dans une économie à faibles émissions de carbone

Degré d'importance	Net : important	Très important	Plutôt important	Pas très important	Pas du tout important	Incertain(e)
Rôle du secteur forestier lorsqu'il s'agit de fournir au Canada les ressources nécessaires pour passer à une économie à faibles émissions de carbone	70 %	24 %	46 %	11 %	2 %	16 %
Rôle de l'industrie minière lorsqu'il s'agit de fournir au Canada les ressources nécessaires pour développer des technologies énergétiques à faibles émissions de carbone	63 %	22 %	41 %	14 %	4 %	19 %

Q19 À votre avis, dans quelle mesure l'industrie minière joue-t-elle un rôle important lorsqu'il s'agit de fournir au Canada les ressources nécessaires pour développer des technologies énergétiques à faibles émissions de carbone?

Q20 À votre avis, dans quelle mesure l'industrie forestière joue-t-elle un rôle important lorsqu'il s'agit de fournir au Canada les ressources nécessaires pour passer à une économie à faibles émissions de carbone?

Les réponses sont généralement cohérentes d'une région à l'autre et dans la plupart des sous-groupes. Les personnes qui se souviennent avoir entendu le terme « économie à faibles émissions de carbone » sont celles qui croient le plus que chaque industrie joue un rôle important.

Importance d'initiatives pour la mise en place d'une économie à faibles émissions de carbone

Le financement de nouvelles technologies et la conversion des déchets en biocarburants sont considérés comme les initiatives les plus importantes que le Canada doit adopter pour parvenir à une économie à faibles émissions de carbone.

Un exercice de modélisation des choix (MaxDiff) a été réalisé pour comprendre les initiatives de promotion d'une économie à faibles émissions de carbone qui ont intuitivement du sens pour les Canadiens. Pour ce faire, on a présenté une liste de sept possibilités. Lors du sondage, on a montré aux répondants une série d'écrans montrant un sous-ensemble de trois des sept options et on leur a demandé laquelle des trois initiatives ils jugeaient *la plus importante* à adopter par le Canada et laquelle ils estimaient *la moins importante*. Cette approche est préférable à un simple classement des sept options parce qu'elle est facilement compréhensible et imite la manière dont les gens font des choix dans la vie réelle. Les scores représentent une part (un pourcentage) de préférence pour chaque option (plutôt qu'un pourcentage de répondants), reflétant ainsi la probabilité que celle-ci a été choisie comme importante⁴.

Selon les Canadiens, les initiatives les plus importantes à adopter par le pays sont le financement du développement de nouvelles technologies permettant d'emmagasiner l'énergie solaire et éolienne, et la conversion des déchets et résidus en biocarburants solides ou liquides, et en gaz naturel renouvelable. Les prochaines initiatives par ordre d'importance sont le remplacement du pétrole et du gaz par l'électricité ou les carburants à faibles émissions de carbone, l'exigence que tous les nouveaux immeubles parviennent à une consommation énergétique nette zéro et l'offre de mesures financières incitatives aux ménages canadiens. Enfin, les initiatives jugées les moins importantes sont l'encouragement de la transition d'un transport à grande distance de biens par voie routière à un transport à grande distance de biens par voie ferroviaire, et l'obligation d'étiqueter le rendement énergétique des foyers et des immeubles.

Ce classement des préférences diffère des résultats qualitatifs. Nous formulons l'hypothèse que la discussion en groupe a été plus orientée vers l'intervention personnelle, ce qui a établi le contexte dans lequel les mesures financières incitatives constituaient l'initiative préférée. Comme le sondage en ligne se concentrait moins sur la responsabilité personnelle et davantage sur l'industrie et l'innovation technologique, cela explique sans doute pourquoi le financement de nouvelles technologies et la conversion des déchets en biocarburants sont arrivés en tête du classement.

⁴ Par exemple, *financer le développement de nouvelles technologies permettant d'emmagasiner l'énergie solaire et éolienne, entre autres* représente 20,6 p. 100 de la part totale des préférences. Si tous les gens choisissaient au hasard, toutes les options auraient une part de 14,3 p. 100 (100/7). En outre, cette approche possède une propriété utile, celle de l'établissement d'une échelle proportionnelle, ce qui veut dire qu'une option ayant un score de 20 est considérée comme étant deux fois plus importante qu'une autre avec un score de 10.

Initiatives les plus importantes pour la mise en place d'une économie à faibles émissions de carbone (analyse MaxDiff)

Option	Part de préférence
Financer le développement de nouvelles technologies permettant d'emmagasiner l'énergie solaire et éolienne, entre autres	20,6 %
Convertir les déchets et résidus en biocarburants solides ou liquides, et en gaz naturel renouvelable	19,8 %
Remplacer le pétrole et le gaz utilisés dans les commerces et résidences par l'électricité ou les carburants à faible teneur en carbone	16,0 %
Exiger que tous les nouveaux immeubles parviennent à une consommation énergétique nette zéro (ce qui signifie qu'un immeuble produit au moins autant d'énergie qu'il en consomme grâce, par exemple, à ses panneaux solaires)	15,5 %
Offrir des mesures financières incitatives aux ménages canadiens afin de leur permettre d'accueillir ce changement	13,8 %
Encourager la transition d'un transport à grande distance de biens par voie routière à un transport à grande distance de biens par voie ferroviaire	9,0 %
Exiger l'étiquetage du rendement énergétique des foyers et des immeubles, à l'intention des acheteurs et des locataires potentiels	5,2 %
PART DE PRÉFÉRENCE MOYENNE	14,3 %

Q21 Parmi les initiatives énumérées ci-dessous, quelle est celle dont l'adoption vous semble la plus importante, et quelle est celle dont l'adoption vous semble la moins importante pour parvenir à une économie à faibles émissions de gaz [sic] au Canada?

Ces constatations sont en grande partie cohérentes selon les régions et les segments démographiques, le financement des nouvelles technologies de stockage d'énergie et la conversion des déchets en biocarburants ont été systématiquement classées comme les manières les plus importantes de parvenir à une économie à faibles émissions de carbone. Les Canadiens des régions rurales et ceux qui n'ont pas fait d'études universitaires accordent plus d'importance aux mesures financières incitatives que leurs compatriotes (il n'y a pas de différences significatives en fonction du niveau de revenu).

Annexe A : Méthodologie quantitative

Entre le 30 janvier et le 19 février 2019, Environics Research a organisé une série de 20 séances avec des groupes de discussion composés des membres de la population générale du Canada.

Composition des groupes

Deux séances ont été tenues dans chacune des villes suivantes : Toronto, Calgary, Vancouver, Timmins, Dartmouth, Prince George, Saint John, Medicine Hat, Montréal et Val-d'Or. Dans chaque collectivité, une séance réunissait des Canadiens à faible revenu et l'autre, des Canadiens à revenu élevé. Seize séances se sont déroulées en anglais et quatre, en français. Les séances ont été réparties ainsi :

Date et heure	Composition du groupe
30 janvier, 17 h, HNE	Faible revenu – Toronto (Ontario)
30 janvier, 19 h, HNE	Revenu élevé – Toronto (Ontario)
31 janvier, 17 h, HNR	Faible revenu – Calgary (Alberta)
31 janvier, 19 h, HNR	Revenu élevé – Calgary (Alberta)
4 février, 16 h, HNP	Faible revenu – Vancouver (Colombie-Britannique)
4 février, 18 h, HNP	Revenu élevé – Vancouver (Colombie-Britannique)
5 février, 17 h, HNE	Faible revenu – Montréal (Québec)
5 février, 19 h, HNE	Revenu élevé – Montréal (Québec)
7 février, 17 h, HNE	Faible revenu – Timmins (Ontario)
7 février, 19 h, HNE	Revenu élevé – Timmins (Ontario)
9 février, 14 h, HNA	Faible revenu – Dartmouth (Nouvelle-Écosse)
9 février, midi, HNP	Faible revenu – Prince George (Colombie-Britannique)
11 février, 18 h, HNA	Revenu élevé – Dartmouth (Nouvelle-Écosse)
11 février, 17 h, HNP	Revenu élevé – Prince George (Colombie-Britannique)
12 février, 18 h, HNA	Faible revenu – Saint John (Nouveau-Brunswick)
12 février, 17 h, HNR	Faible revenu – Medicine Hat (Alberta)
14 février, 18 h, HNA	Revenu élevé – Saint John (Nouveau-Brunswick)
14 février, 17 h, HNR	Revenu élevé – Medicine Hat (Alberta)
19 février, 17 h, HNE	Faible revenu – Val-d'Or/Abitibi/Rouyn-Noranda (Québec)
19 février, 19 h, HNE	Revenu élevé – Val-d'Or/Abitibi/Rouyn-Noranda (Québec)

Chaque séance durait environ une heure et quarante-cinq minutes et comprenait de un à sept participants (sur sept personnes recrutées pour chaque groupe).

Recrutement

Environics a conçu le questionnaire de recrutement et l'a remis à Ressources naturelles Canada pour examen avant sa mise au propre. Les participants ont été présélectionnés pour s'assurer qu'ils étaient invités à la bonne séance en fonction du revenu du ménage. En outre, ils ont été présélectionnés afin de faire en sorte que les groupes présentent

une mixité sur le plan du sexe, de l'éducation et de l'âge, On s'est aussi assuré que les gens se sentaient à l'aise d'exprimer leur opinion devant d'autres personnes. Les critères d'exclusion habituels relativement aux groupes de discussion ont été appliqués (recherche en marketing, médias et emploi pour le gouvernement fédéral, ainsi que participation à des groupes de discussion connexes). On a offert 100 \$ à tous les participants pour les encourager à se présenter aux séances et les remercier de leur engagement.

L'équipe de recrutement a éprouvé des difficultés à constituer des groupes pour la région Val-d'Or/Abitibi/Rouyn-Noranda en raison du nombre limité de personnes de ce secteur dans sa base de données. Environics a fait appel à un recrutement par Facebook afin de compléter la liste des participants intéressés. Cette liste a ensuite été remise à l'équipe de recrutement pour la présélection et la confirmation de l'admissibilité.

Toutes les séances ont fait l'objet d'un enregistrement vidéo et sonore dont l'équipe de recherche s'est servi ultérieurement pour son analyse. Durant le processus de recrutement, les participants ont donné leur consentement à un tel enregistrement et on les a assurés que leur anonymat serait préservé.

Animation

On a fait appel aux trois chercheurs principaux suivants pour l'animation des séances :

- Rick Nadeau, associé principal, a animé les séances des 5 et 19 février.
- Derek Leebosh, vice-président d'Environics, a animé les séances du 9 février.
- Jodi Shanoff, vice-présidente d'Environics, a animé les autres séances.

Tous les travaux de recherche qualitative ont été réalisés conformément aux normes professionnelles et aux lois applicables (p. ex. la LPRPDE).

Annexe B : Méthodologie quantitative

La phase quantitative a consisté en un sondage en ligne auprès de 3 444 Canadiens adultes. Les répondants ont été choisis parmi les membres inscrits à un panel en ligne. Comme les échantillons provenant des sondages en ligne faisant appel à des panels reposent sur l'autosélection et ne constituent pas des échantillons probabilistes aléatoires, il est impossible de calculer des estimations officielles de l'erreur d'échantillonnage. Néanmoins, les sondages en ligne peuvent servir à des enquêtes auprès de la population générale, pourvu qu'ils soient bien conçus et fassent appel à un vaste panel bien entretenu.

Plan d'échantillonnage, pondération et profil des répondants

Environics Research a effectué ce sondage en ligne du 4 au 15 mars 2019. La méthode d'échantillonnage a été conçue de manière à interroger au moins 3 400 Canadiens de 18 ans et plus. Des quotas ont été fixés selon l'âge, le sexe et la région.

La répartition suivante a été obtenue pour le sondage :

Variable	% de la population	Cible (quota)	% de l'échantillon	Réel Non pondéré	Réel Pondéré*
Province, territoire, Canada					
Terre-Neuve-et-Labrador	2 %	135	4 %	112	52
Nouvelle-Écosse	3 %	140	4 %	215	93
Île-du-Prince-Édouard	< 1 %	75	2 %	30	14
Nouveau-Brunswick	2 %	135	4 %	136	76
Québec	23 %	750	22 %	751	806
Ontario	38 %	800	24 %	806	1 319
Manitoba	4 %	180	5 %	235	121
Saskatchewan	3 %	180	5 %	137	103
Alberta	11 %	475	14 %	488	386
Colombie-Britannique	13 %	500	15 %	508	465
Territoires	< 1 %	30	1 %	26	10
CANADA	100 %	3 400	100 %	3 444	3 444
Âge					
18-34	27 %	900	29 %	994	930
35-54	34 %	1 300	34 %	2 276	1 171
55 et plus	39 %	1 200	37 %	1 274	1 343
Sexe					
Hommes	49 %	1 675	49 %	1 702	1 688
Femmes	51 %	1 725	50 %	1 720	1 736

*Les résultats sont pondérés selon la région, le sexe et l'âge en fonction des données du recensement de 2016.

Le tableau qui suit présente la répartition pondérée des participants au sondage selon certaines variables.

Variable	Échantillon total %	% de la population
Études^α		
Études secondaires ou moins	26	35
Apprentissage/collège/études universitaires partielles	36	36
Baccalauréat/études supérieures	37	29
Situation d'emploi^α		
Temps plein/travailleur autonome	48	50
Temps partiel	9	11
Absent du marché du travail (y compris retraité)	39	35
Revenu annuel total du ménage⁺		
Moins de 40 000 \$	28	57
De 40 000 \$ à moins de 80 000 \$	34	29
De 80 000 \$ à moins de 100 000 \$	15	6
De 100 000 \$ à moins de 150 000 \$	15	5
150 000 \$ ou plus	8	3
Langue du sondage/langues officielles		
Anglais	85	85
Français	15	15
Peuples autochtones⁺		
Oui	5	5
Non	95	95

^α Les catégories du recensement diffèrent de celles utilisées dans ce sondage. Elles ont été ajustées pour correspondre. Les chiffres de Statistique Canada relatifs aux études concernent les Canadiens âgés de 25 à 64 ans. Pour l'emploi, ils portent sur les personnes âgées de 15 ans et plus.

⁺ Pourcentage établi en fonction de ceux qui ont donné une réponse

Conception du sondage

Ressources naturelles Canada a fourni à Environics les sujets et les questions souhaités en fonction des objectifs de la recherche. Environics a ensuite conçu un questionnaire qui incorporait ces questions et donné des conseils sur les pratiques exemplaires en matière de rédaction de questions, en particulier pour les sondages en ligne. Après l'approbation de la version anglaise du questionnaire, Environics a pris des dispositions pour la faire traduire en français par des traducteurs professionnels.

Des analystes de données de l'entreprise ont programmé les questionnaires, puis effectué un test approfondi pour vérifier l'exactitude de la configuration et de la collecte des données. Cette validation a assuré la conformité du processus d'entrée des données avec la logique de base du sondage. Le système de collecte de données s'occupe des invitations d'échantillonnage, des quotas et de la réponse au questionnaire (les instructions « passez à », l'enchaînement et les intervalles permis).

Avant de mettre la dernière main au sondage en vue de son administration, un test préliminaire (un pré-lancement) a été effectué en anglais et en français. Il a évalué les questionnaires du point de vue de la formulation et de la séquence des questions, de la sensibilité des répondants à certaines questions et au sondage dans son ensemble, et de la longueur de celui-ci. Des questions employées couramment par le gouvernement du Canada pour les tests préliminaires ont aussi été posées. Comme aucun changement n'a été

nécessaire après ce test, les 121 réponses (83 en anglais et 38 en français) ont été incluses dans l'ensemble de données final.

La version finale du questionnaire du sondage se trouve à l'annexe D.

Travail sur le terrain

Environics a réalisé le sondage dans un environnement Web sécurisé complet. La durée moyenne de réponse a été de 10,2 minutes.

On a offert à tous les répondants la possibilité de remplir le sondage dans la langue officielle de leur choix. Tous les travaux de recherche ont été effectués conformément à la publication « Normes pour la recherche sur l'opinion publique effectuée par le gouvernement du Canada – Sondages en ligne » et aux normes reconnues de l'industrie, ainsi qu'à la législation fédérale applicable (la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques* ou LPRPDE).

Après leur collecte, les données du sondage ont été statistiquement pondérées pour s'assurer que l'échantillon est représentatif de la population canadienne selon les renseignements du recensement qui sont les plus récemment disponibles.

Taux de réponse

Le tableau ci-dessous présente les données sur le taux de réponse.

Taux de réponse

Répartition	N
Total – invitations (c)	20 142
Total – terminés (d)	3 444
Décrochages qualifiés (e)	733
Disqualifiés (f)	239
Pas de réponse (g)	15 013
Quota rempli (h)	713
Taux de contact = (d+e+f+h)/c	25 %
Taux de participation = (d+f+h)/c	22 %

Analyse du biais de non-réponse

Le tableau ci-dessous présente un profil de l'échantillon final, comparé avec les données réelles sur la population du Canada (renseignements du recensement de 2016). Comme dans le cas de la plupart des sondages, l'échantillon final sous-représente les personnes ayant fait des études secondaires ou moins, ce qui constitue une tendance typique des sondages d'opinion publique au Canada (p. ex. ceux qui ont fait plus d'études sont plus susceptibles de répondre aux sondages).

Analyse du biais de non-réponse

Type d'échantillon	Échantillon*	Canada (recensement de 2016)
Sexe (18 ans et plus)		
Hommes	50 %	49 %
Femmes	50 %	51 %
Âge		
18-34	29 %	27 %
35-54	34 %	34 %
55 et plus	37 %	39 %
Niveau de scolarité^α		
Diplôme d'études secondaires ou moins	27 %	35 %
Apprentissage/collège/études postsecondaires sans diplôme	37 %	36 %
Diplôme universitaire	36 %	29 %

* Les données ne sont pas pondérées. Les pourcentages ont été établis en fonction de ceux qui ont répondu à chaque question de nature démographique.

^α Les catégories du recensement diffèrent de celles utilisées dans ce sondage. Elles ont été recalculées pour correspondre. Les chiffres de Statistique Canada relatifs aux études concernent les Canadiens âgés de 25 à 64 ans.

Annexe C : Instruments de recherche qualitative

5 février 2019

Environics Research Group Limited

Groupes de discussion en ligne sur les ressources naturelles
dans une économie à faibles émissions de carbone

Ressources naturelles Canada

PN10208

Questionnaire de recrutement pour les séances de discussion en groupe

Nom du répondant : _____

N° de téléphone résidentiel : _____

N° de téléphone d'affaires : _____

No du groupe : _____

Recruteur : _____

Lieu	GRUPE 1 Toronto, Ont.	GRUPE 2 Toronto, Ont.	GRUPE 3 Calgary, Alb.	GRUPE 4 Calgary, Alb.	GRUPE 5 Vancouver, C.-B.
Date	Mercredi 30 janv.	Mercredi 30 janv.	Jeudi 31 janv.	Jeudi 31 janv.	Lundi 4 févr.
HNE	17 h	19 h	19 h	21 h	19 h
Heure locale	17 h	19 h	17 h	19 h	16 h
Langue	Anglais	Anglais	Anglais	Anglais	Anglais
Revenu	Faible	Élevé	Faible	Élevé	Faible
Lieu	GRUPE 6 Vancouver, C.-B.	GRUPE 7 Montréal, Qc	GRUPE 8 Montréal, Qc	GRUPE 9 Val d'Or, Qc	GRUPE 10 Val d'Or, Qc
Date	Lundi 4 févr.	Mardi 5 févr.	Mardi 5 févr.	Mardi 19 févr.	Mardi 19 févr.
HNE	21 h	17 h	19 h	17 h	19 h
Heure locale	18 h	17 h	19 h	17 h	19 h
Langue	Anglais	Français	Français	Français	Français
Revenu	Élevé	Faible	Élevé	Faible	Élevé
Lieu	GRUPE 11 Timmins, Ont.	GRUPE 12 Timmins, Ont.	GRUPE 13 Dartmouth, N.-É.	GRUPE 14 Prince George, C.-B.	GRUPE 15 Dartmouth, N.-É.
Date	Jeudi 7 févr.	Jeudi 7 févr.	Samedi 9 févr.	Samedi 9 févr.	Lundi 11 févr.
HNE	17 h	19 h	13 h	15 h	17 h
Heure locale	17 h	19 h	14 h	12 h	18 h
Langue	Anglais	Anglais	Anglais	Anglais	Anglais
Revenu	Faible	Élevé	Faible	Faible	Élevé
Lieu	GRUPE 16 Prince George, C.-B.	GRUPE 17 Saint John, N.-B.	GRUPE 18 Medicine Hat, Alb.	GRUPE 19 Saint John, N.-B.	GRUPE 20 Medicine Hat, Alb.
Date	Lundi 11 févr.	Mardi 12 févr.	Mardi 12 févr.	Jeudi 14 févr.	Jeudi 14 févr.

HNE	20 h	17 h	19 h	17 h	19 h
Heure locale	17 h	18 h	17 h	18 h	17 h
Langue	Anglais	Anglais	Anglais	Anglais	Anglais
Revenu	Élevé	Faible	Faible	Élevé	Élevé

7 personnes recrutées par séance, afin que 5 ou 6 se présentent

N. B. Les niveaux de revenu sont définis comme suit :

- **Vancouver, Calgary, Toronto :**
 - o La catégorie « **revenu élevé** » comprend les personnes dont le revenu annuel personnel est **supérieur** à 75 000 \$ ou celles dont le revenu annuel du ménage est **supérieur** à 100 000 \$. “
 - o La catégorie « **revenu faible** » comprend les personnes dont le revenu annuel personnel est **inférieur** à 75 000 \$ ou celles dont le revenu annuel du ménage est **inférieur** à 100 000 \$.
- **Prince George, Medicine Hat, Timmins, Montréal, Val-d’Or, Dartmouth et Saint John :**
 - o La catégorie « **revenu élevé** » comprend les personnes dont le revenu annuel personnel est **supérieur** à 60 000 \$ ou celles dont le revenu annuel du ménage est **supérieur** à 75 000 \$.
 - o La catégorie « **revenu faible** » comprend les personnes dont le revenu annuel personnel est **inférieur** à 60 000 \$ ou celles dont le revenu annuel du ménage est **inférieur** à 75 000 \$.

Bonjour, mon nom est _____ et je travaille pour CRC Research.

Préférez-vous continuer en français ou en anglais? [Poursuivre dans la langue choisie ou prendre rendez-vous pour un rappel]

Nous vous appelons aujourd’hui pour vous inviter à prendre part à une séance de discussion en ligne que nous organisons au nom du gouvernement du Canada. Cette séance durera 2 heures tout au plus, et nous vous remettrons un cadeau en argent pour vous remercier de votre participation.

Cette étude est un projet de recherche qui n’a aucune visée de vente ou promotionnelle. Votre participation à cette recherche est complètement volontaire, et votre décision d’y prendre part ou non n’aura aucune conséquence sur vos relations avec le gouvernement. Toutes les informations recueillies, utilisées ou divulguées serviront uniquement à des fins de recherche et seront gérées conformément à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Me permettez-vous de vous poser quelques questions supplémentaires afin de vérifier si vous répondez aux critères d’admissibilité de notre étude, ou de poser quelques questions supplémentaires à un autre membre de votre ménage, afin de vérifier si cette personne répond à ces critères d’admissibilité?

Oui

CONTINUER

Non

REMERCIER ET TERMINER

DEMANDER À TOUS

1. Nous devons parler à des participants de divers groupes d'âge. Pour nous permettre de le faire avec précision, pourriez-vous m'indiquer votre âge exact? _____ . INSCRIRE

Moins de 18 ans	1	TERMINER
De 18 à 24 ans	2	
De 25 à 34 ans	3	
De 35 à 44 ans	4	OBTENIR UN MÉLANGE
De 45 à 54 ans	5	
De 55 à 64 ans	6	
De 65 à 74 ans	7	
75 ans ou plus	8	TERMINER

2. Êtes-vous un citoyen canadien d'au moins 18 ans résidant normalement dans la région de [VILLE]?

Oui	CONTINUER
Non	REMERCIER ET TERMINER
Ne sait pas/refuse de répondre	REMERCIER ET TERMINER

3. Depuis combien de temps vivez-vous à [VILLE]?

Moins de deux ans	REMERCIER ET TERMINER
Deux ans ou plus	CONTINUER
Ne sait pas/refuse de répondre	REMERCIER ET TERMINER

4. Est-ce qu'un membre de votre ménage, de votre famille immédiate ou vous-même travaillez actuellement pour l'un des employeurs suivants?

Type	Oui	Non
Une société d'étude de marché, une firme de relations publiques ou de communication ou une agence de publicité	Oui	Non
Un média (radio, télévision, journal, magazine, etc.)	Oui	Non
Un ministère ou un organisme gouvernemental fédéral ou provincial	Oui	Non
Un parti politique	Oui	Non

SI OUI À L'UNE DES OPTIONS CI-DESSUS – REMERCIER ET TERMINER

5. Combien de personnes de 18 ans et plus votre ménage comprend-il, en vous comptant?

Une	POSER Q.6, PUIS Q.7
Plus d'une	POSER Q.6, PUIS PASSER À Q.8

6. Avez-vous des enfants de moins de 18 ans qui demeurent actuellement avec vous?

Oui	OBTENIR UN MÉLANGE
Non	

SI MÉNAGE COMPOSÉ D'UNE SEULE PERSONNE À LA Q.5, DEMANDER :

7. Laquelle des catégories suivantes correspond le mieux à votre revenu annuel total, avant impôts, pour l'année 2018? Serait-ce...? LIRE [S'ASSURER D'OBTENIR UN BON MÉLANGE]

01 – Moins de 20 000 \$	REVENU FAIBLE/MOYEN
02 – De 20 000 \$ à moins de 40 000 \$	REVENU FAIBLE/MOYEN
03 – De 40 000 \$ à moins de 60 000 \$	REVENU FAIBLE/MOYEN
04 – De 60 000 \$ à moins de 75 000 \$	REVENU ÉLEVÉ [Vancouver/Calgary/Toronto – FAIBLE]
05 – De 75 000 \$ à 100 000 \$	REVENU ÉLEVÉ
06 – Plus de 100 000 \$	REVENU ÉLEVÉ

SI MÉNAGE COMPOSÉ DE PLUSIEURS PERSONNES À LA Q.5, DEMANDER :

8. Laquelle des catégories suivantes correspond le mieux au revenu annuel total combiné, avant impôts, de tous les membres de votre ménage pour l'année 2018? Serait-ce...? LIRE [S'ASSURER D'OBTENIR UN BON MÉLANGE]

01 – Moins de 20 000 \$	REVENU FAIBLE/MOYEN
02 – De 20 000 \$ à moins de 40 000 \$	REVENU FAIBLE/MOYEN
03 – De 40 000 \$ à moins de 60 000 \$	REVENU FAIBLE/MOYEN
04 – De 60 000 \$ à moins de 75 000 \$	REVENU FAIBLE/MOYEN
05 – De 75 000 \$ à moins de 100 000 \$	REVENU ÉLEVÉ [Vancouver/Calgary/Toronto – FAIBLE]
06 – De 100 000 \$ à 150 000 \$	REVENU ÉLEVÉ
07 – Plus de 150 000 \$	REVENU ÉLEVÉ

9. À quel genre considérez-vous appartenir?

Homme	1	RÉPARTITION 50/50
Femme	2	
Autre	3	

DEMANDER À TOUS

10. Laquelle des options suivantes décrit le mieux votre situation d'emploi actuelle? Êtes-vous...? [LIRE LA LISTE]

Employé(e) à temps plein (35 heures et plus) minimum 3

Employé(e) à temps partiel (moins de 35 heures) maximum 2

Ne travaille pas : **Maximum 2 NE TRAVAILLE PAS**

Au foyer PASSER À LA Q12

Étudiant(e) PASSER À LA Q12

Retraité(e) PASSER À LA Q12

Présentement sans emploi g PASSER À LA Q12

11. Quel est votre emploi actuel?

Type d'emploi

Type d'entreprise

TERMINER SI L'EMPLOI EST ASSOCIÉ AUX EXCLUSIONS À LA Q.4**12. Pourriez-vous m'indiquer le dernier niveau de scolarité que vous avez atteint? OBTENIR UN MÉLANGE**

- | | |
|--|-----------------------------|
| Études secondaires en partie seulement | 1 |
| Diplôme d'études secondaires | 2 |
| Certificat d'une école de métiers | 3 |
| Études postsecondaires en partie | 4 OBTENIR UN MÉLANGE |
| Diplôme d'études postsecondaires | 5 |
| Diplôme d'études supérieures | 6 |

13. Quelle est votre origine ethnique?

INSCRIRE : _____

RECRUTER AU MOINS 2 NON-CANADIENS/EUROPÉENS POUR LES GROUPES DE VANCOUVER, CALGARY, TORONTO ET MONTRÉAL**14. Avez-vous déjà pris part à une séance de discussion en groupe ou à un groupe de discussion pour une étude de marché?**

- | | |
|-----|----------------------|
| Oui | MAXIMUM 3 PAR GROUPE |
| Non | PASSER À LA Q.18 |

15. À quand remonte votre dernière participation à l'une de ces séances de discussion en groupe?

- | | |
|------------------------------|------------------------------|
| Au cours des 6 derniers mois | REMERCIER ET TERMINER |
| Il y a plus de 6 mois | CONTINUER |

16. À combien de séances de discussion en groupe avez-vous participé au cours des cinq dernières années?

- | | |
|---------------|------------------------------|
| Moins de cinq | CONTINUER |
| Cinq ou plus | REMERCIER ET TERMINER |

17. Avez-vous pris part à une séance de discussion en groupe ou à un groupe de discussion pour une étude de marché qui portait sur les ressources naturelles ou l'environnement au cours des deux dernières années?

Oui **REMERCIER ET TERMINER**
Non **CONTINUER**

18. Nous demandons aux participants aux séances de discussion en groupe d'exprimer leurs opinions et commentaires; dans quelle mesure êtes-vous à l'aise de faire part de vos opinions à d'autres personnes? Êtes-vous...? (lire la liste)

Très à l'aise de le faire **MINIMUM 4 PAR GROUPE**
Plutôt à l'aise de le faire
Pas très à l'aise de le faire **TERMINER**
Très mal à l'aise de le faire **TERMINER**

19. Les participants aux groupes de discussion devront aller en ligne à l'aide d'un ordinateur de bureau ou d'un ordinateur portable. Pour prendre part à cette étude, vous devrez avoir accès à Internet à partir d'un endroit privé et tranquille. Vous pourrez utiliser le micro et les haut-parleurs de votre ordinateur, ou vous aurez la possibilité d'utiliser un numéro de téléphone fourni pour nous appeler alors que vous vous servirez de votre ordinateur. Nous ne sommes pas en mesure de vous fournir ces outils technologiques. Serez-vous en mesure d'avoir accès à Internet pour une discussion d'une heure et demie tenue à l'aide d'un ordinateur de bureau ou d'un ordinateur portable?

Oui **CONTINUER**
Non **TERMINER**

REMARQUE : LES PARTICIPANTS NE POURRONT PAS UTILISER UNE TABLETTE OU UN TÉLÉPHONE CELLULAIRE POUR CET EXERCICE

20. Êtes-vous en mesure d'utiliser une connexion Internet haute vitesse afin de prendre part à la séance?

Oui **CONTINUER**
Non **TERMINER**

21. Y a-t-il d'autres raisons, par exemple une difficulté à voir des documents sur un écran ou à entendre les autres participants parler, qui seraient susceptibles de vous empêcher de prendre part à cette discussion? (Rappeler aux répondants d'utiliser leurs lunettes, si nécessaire, pour voir les documents à l'écran)

Oui **TERMINER**
Non **CONTINUER**

REMARQUE : TERMINER SI LE RÉPONDANT MENTIONNE UNE RAISON TELLE QU'UN PROBLÈME DE LA VUE OU DE L'OUÏE, UN TROUBLE DU LANGAGE ÉCRIT OU VERBAL OU UNE CRAINTE DE NE PAS POUVOIR COMMUNIQUER EFFICACEMENT

22. J'aimerais vous inviter à prendre part à un groupe de discussion au sein duquel vous ferez part de vos opinions dans le cadre d'une discussion menée par un animateur et à laquelle participeront d'autres

personnes de votre communauté. La séance de discussion se tiendra le [DATE] à [HEURE]. Les personnes qui y participeront recevront 100 \$ en guise de remerciement pour leur temps. Accepteriez-vous de participer à cette discussion?

Oui

Non

TERMINER

23. La séance sera enregistrée sur bande audio et pourra être écoutée par d'autres membres de l'équipe de recherche. Votre participation demeurera cependant anonyme. Acceptez-vous ces conditions?

Oui

Non

TERMINER

24. La séance durera environ une heure et demie (c.-à-d. 90 minutes), mais nous demandons à tous les participants de se connecter à la plateforme de réunion en ligne Zoom 10 minutes avant le début de la discussion. Serez-vous en mesure de vous y connecter environ 10 minutes avant l'heure prévue de la séance?

Oui

Non

TERMINER

25. Nous communiquerons à nouveau avec vous avant la date de tenue de la séance afin de confirmer votre présence. Veuillez noter que cette invitation ne s'adresse qu'à vous, et que vous ne pouvez pas demander à une autre personne de vous remplacer. Acceptez-vous ces conditions?

Oui

Non

TERMINER

26. Pouvez-vous me fournir votre adresse courriel, afin que je puisse vous faire parvenir les informations de connexion à la plateforme de conférence en ligne Zoom?

Adresse courriel : _____

RELIRE L'ADRESSE COMPLÈTE AFIN D'EN VÉRIFIER L'ORTHOGRAPHE

(N. B. : Nous vous enverrons les liens pertinents au début de la semaine prochaine.)

INTERVIEWEUR : Informer les répondants que le groupe sera petit, et que les personnes qui ne s'y présenteront pas ou qui annuleront leur participation à la dernière minute mettront le projet en péril. Vous assurer qu'ils comprennent que leur opinion est très importante et que nous tenons à entendre ce qu'ils ont à dire.

REMARQUE : DIRE À TOUS LES RÉPONDANTS QU'ILS RECEVRONT UN APPEL DE CONFIRMATION LA VEILLE DE LA SÉANCE. SI, POUR UNE RAISON QUELCONQUE, ILS NE REÇOIVENT PAS DE NOS NOUVELLES, ILS DEVRONT COMMUNIQUER AVEC NOUS AU _____. SI LEUR NOM N'APPARAÎT PAS SUR LE FORMULAIRE DE PARTICIPATION, ILS NE SERONT PAS ADMIS AU SEIN DU GROUPE.

Le 4 février 2019

Environics Research
Groupes de discussion sur les ressources naturelles dans une économie à faible carbone
Ressources naturelles Canada
PN10208

1. Présentation de la procédure (10 minutes)

Bienvenue au groupe de discussion. Nous voulons entendre vos opinions. Non pas ce que vous pensez que pensent les autres – mais ce que vous pensez !

Sentez-vous libres d'être d'accord ou non. Même si vous n'êtes qu'une personne sur sept à exprimer un certain point de vue, vous pouvez représenter des milliers de gens de votre communauté qui pensent comme vous.

Vous n'avez pas à m'adresser tous vos commentaires. Vous pouvez aussi échanger des idées et des arguments les uns avec les autres.

Des observateurs qui font partie de l'équipe de recherche écoutent la séance.

Nous enregistrons aussi la séance pour m'aider à rédiger mon rapport. L'enregistrement ne sera utilisé qu'à l'interne pour analyser la recherche et ne sera publié nulle part ailleurs. Il se peut que je prenne des notes au cours de la discussion pour me rappeler de certaines choses. Tout ce que vous direz ici restera confidentiel et anonyme et les commentaires que vous ferez ne vous seront pas attribués nommément dans nos rapports du projet.

LE MODÉRATEUR APPUIE « ENREGISTRER » SUR L'ÉCRAN ZOOM

Je devrais aussi mentionner que je travaille pour Environics, une compagnie de recherche sur l'opinion publique. Je ne travaille pas pour le gouvernement du Canada, le client qui a commandé la recherche.

Avant de commencer, j'aimerais vous demander de faire défiler votre écran jusqu'à ce qu'apparaisse la barre de commandes au bas. Vous verrez une fonction appelée « clavarder » (chat). Cliquez dessus maintenant. Elle ouvrira un écran de clavardage à la droite de votre écran. Je vous demanderai d'utiliser cette fonction tout au long de notre discussion. Si vous avez une réponse à une question et que j'ometts de vous la demander, tapez-y votre réponse. Nous reverrons tous les commentaires de clavardage au moment de compléter ce projet.

Veuillez éteindre vos téléphones cellulaires.

Faisons un tour de table pour nous permettre de nous présenter. Dites-nous votre prénom et parlez-nous un peu de vous. J'aimerais savoir si les changements climatiques sont souvent un sujet de discussion chez vous/avec vos amis et pourquoi ou pourquoi pas ?

2. Connaissance/orientation de la question (10 minutes)

Point de cette section : Dans quelle mesure ce sujet est-il sur leur radar ? Quelles conversations entendent-ils et dans quelle mesure éprouvent-ils un sentiment d'urgence sur le besoin de changement ?

Que pensez-vous lorsque vous entendez l'expression « économie à faibles émissions de carbone » ? Qu'est-ce que ça signifie pour vous ?

Une économie à faibles émissions de carbone renforcera l'économie du Canada tout en réduisant les émissions de GES qui causent les changements climatiques. Nous utiliserons donc de l'électricité propre pour alimenter nos maisons, nos milieux de travail, nos véhicules et nos industries et utiliserons l'énergie plus efficacement.

- Qu'avez-vous entendu récemment à propos du plan de transition du Canada à une économie à faibles émissions de carbone ? Où en avez-vous entendu parler ? Qui/quelles organisations en parlent ?
- Quelles sont quelques-unes des raisons de passer à une économie à faibles émissions de carbone ?
- Quand faut-il que ce changement se produise ? EXPLORER : Dans 2 ans, 10 ans, 50 ans ?
- Que sous-entend le mot « passer » ? Est-ce le bon terme pour parler de ce qui doit être fait pour réaliser l'objectif ? Suggère-t-il assez ou trop d'urgence ? Et le mot « transition » ?

3. La vie dans une économie à faibles émissions de carbone (30 minutes – total pour 3 sujets)

Point de cette section : quelles sont les attentes du public dans un monde à faibles émissions de carbone ? Cette section aidera les participants à visualiser les changements qui seront peut-être requis et s'ils sont prêts à faire ces changements (dans la prochaine section).

Tous les membres de ce groupe sont résidents de [ville]. J'aimerais parler de la façon d'arriver à une économie à faibles émissions de carbone à [ville]. Il y a différents secteurs de l'économie qui devront changer et nous discuterons de chacun d'eux.

a. Transport (10 minutes)

Parlons d'abord du transport.

Quelles sortes de changements sont les plus plausibles dans votre communauté pour réduire les émissions de GES des transports ? Pour les véhicules personnels ? Pour les transports en commun ? (TAPER DANS LA FONCTION CLAVARDAGE)

- La transition vers l'hybride ou l'électrique a-t-elle du sens comme moyen de réduire les émissions de GES à [ville] ? Pourquoi/pourquoi pas ?

Et le transport de marchandises vers/de et à l'intérieur de votre communauté ? Quelles sortes de changements vous verriez dans votre communauté pour réduire les émissions de GES des flottes de véhicules, incluant les camions, le rail et le transport aérien ?

- EXPLORER : Des normes/règlements plus sévères pour les émissions de véhicules, l'utilisation de véhicules hybrides/électriques, la taille des véhicules
- Êtes-vous plus disposé à soutenir les détaillants qui utilisent des options de transport à faibles émissions de carbone ou n'en faites-vous pas de cas ?

Dans tous ces changements au transport que nous avons évoqués...

- Quels sont les inconvénients/les effets négatifs de ces changements ?
- Est-il facile ou difficile d'effectuer ces changements ?

b. Bâtiments (10 minutes)

Parlons maintenant des maisons.

Quelles sortes de changements sont les plus plausibles comme façon d'améliorer l'efficacité énergétique des maisons dans votre communauté ? (TAPER DANS LA FONCTION CLAVARDAGE)

Pensez-vous que ces sortes de changements sont un moyen utile de réduire les émissions de carbone et de contrer le changement climatique ? C'est-à-dire, peuvent-ils faire une différence ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

Le Canada fait-il un bon travail dans l'établissement de normes de construction et de rénovation pour augmenter l'efficacité énergétique des bâtiments ? Comment pouvons-nous faire mieux ? EXPLORER : Sensibilisation, éducation des consommateurs, normes plus sévères, rendre les classements plus faciles à utiliser.

VANCOUVER, VAL D'OR, TIMMINS, DARTMOUTH, PRINCE GEORGE, SAINT JOHN :

Avez-vous déjà entendu parler de biomasse ou de bioénergie ? Qu'est-ce ? Qu'en avez-vous entendu ?

- Biomasse fait référence aux matériaux renouvelables comme les copeaux ou les boulettes de bois de l'industrie forestière, les produits agricoles et les déchets de diverses industries. Ces matières peuvent être utilisées comme source de combustible ou d'énergie, par exemple pour le chauffage des bâtiments. Si vous voulez en savoir davantage sur cette source d'énergie à faibles émissions de carbone, quelles questions auriez-vous ?

Dans tous ces changements relatifs aux bâtiments que nous avons évoqués...

- Quels sont les inconvénients/les effets négatifs de ces changements ?
- Est-il facile ou difficile d'effectuer ces changements ?

c. Infrastructure électrique (10 minutes)

Parlons maintenant de la façon d'alimenter la communauté, c'est-à-dire des sources que nous utilisons pour alimenter nos maisons et nos entreprises en électricité.

[MONTRER 7 PHOTOS : gaz naturel, pétrole, nucléaire, hydro, charbon, éolien, solaire] Pour passer à une économie à faibles émissions de carbone, il faut souvent bâtir une nouvelle infrastructure pour générer l'électricité qui produit de plus faibles émissions. D'après vous, lesquelles de ces sources ont le plus de sens pour votre communauté pour générer de l'électricité à plus faibles émissions ?

VEUILLEZ TAPER VOTRE RÉPONSE DANS L'ÉCRAN DE CLAVARDAGE

LE MODÉRATEUR DEMANDE : Pourquoi choisissez-vous celle-là ?

Lorsqu'une nouvelle infrastructure énergétique est requise, elle peut prendre diverses formes. Laquelle des formes qui suivent a le plus de sens pour votre communauté, d'après vous ? (POLL: Veuillez en choisir une et taper votre réponse dans l'écran de clavardage) :

- a. Un projet **local**, mis au point par votre communauté ou un groupe de municipalités voisines

- b. Un projet **provincial**, mis au point par votre province
- c. Un projet **interprovincial**, mis au point par votre province et une province voisine

Pourquoi dites-vous cela ? EXPLORER : Coût du projet ? Cohérence avec le reste de la province ? Contrôle sur l'emplacement/la proximité à votre communauté ?

4. Action/priorités (15 minutes)

Point de cette section : quelles sont les implications pour les particuliers/ménages et leur vie quotidienne ? Quels outils/actions de la part du GC contribueraient le plus au changement, selon eux ?

Nous avons beaucoup parlé des changements que vous vous attendez de voir dans votre communauté. De tout ce dont nous avons parlé, quel changement êtes-vous le plus susceptible d'effectuer à court terme ? Pourquoi ?

- Quels autres changements avez-vous faits ou faites-vous maintenant pour passer à un mode de vie à faibles émissions de carbone ?
 - Pourquoi avez-vous choisi de faire ces changements ? Pourquoi maintenant ?
 - POUR CEUX QUI DISENT « AUCUN » – pourquoi n'avez-vous pas fait de changements pour réduire votre consommation de carbone dans votre mode de vie ?
- Pensez-vous faire d'autres changements ? Quand projetez-vous de les faire ? Qu'est-ce qui vous empêche de les faire aujourd'hui ?

Il y a différentes façons d'aider les particuliers et les ménages à passer à une économie à faibles émissions de carbone. Voici sept façons dont le gouvernement du Canada pourrait promouvoir une économie à faibles émissions de carbone pour tous les Canadiens. Prenez-en connaissance et choisissez trois idées qui vous semblent les plus efficaces pour faire avancer les choses, c'est-à-dire pour encourager la transition. Maintenant, quelle idée vous semble la moins efficace ? Veuillez choisir jusqu'à trois réponses. [POLL – Tapez vos réponses dans l'écran de clavardage]

- Offrir des incitations financières aux ménages canadiens pour les aider à changer
- Transformer les déchets et les résidus en biocarburants solides ou liquides et en gaz naturel renouvelable
- Financer de nouvelles technologies de stockage d'énergie de source solaire et éolienne
- Exiger l'étiquetage du rendement énergétique des maisons et des bâtiments pour les acheteurs et locataires potentiels
- Encourager le transport interurbain à passer de la route au rail (trains)
- Exiger que les nouveaux bâtiments soient à consommation énergétique zéro
- Substituer l'électricité ou des combustibles à faibles émissions de carbone (ex. copeaux de bois, boulettes de bois, gaz naturel renouvelable) au pétrole et au gaz comme source d'énergie résidentielle et commerciale

Pourquoi aimez-vous ces idées ? Pourquoi n'aimez-vous pas ces idées ?

5. Effets sur l'industrie (15 minutes)

Point de cette section : que signifient ces changements pour les industries de ressources naturelles au Canada, pense-t-on ?

Au Canada, il y a 4 grandes industries de ressources naturelles : nucléaire, minière, forestière, pétrolière [MONTRER 4 PHOTOS]. J'aimerais parler de la façon dont elles risquent d'être affectées par le passage à une économie à faibles émissions de carbone.

Sur la foi de vos impressions, laquelle de ces industries aura le plus de mal à passer à une économie à faibles émissions de carbone ? [Tapez vos réponses dans l'écran de clavardage]

- Pourquoi dites-vous cela ?
- Selon vous, y a-t-il des façons dont l'industrie pourrait changer pour contribuer à une économie à faibles émissions de carbone ?

Quelle industrie est la plus susceptible de trouver un effet positif au passage à une économie à faibles émissions de carbone ? C'est-à-dire quelle industrie est la plus susceptible de profiter/se développer/croître dans des conditions de faibles émissions, d'après vous ? [Tapez vos réponses dans l'écran de clavardage]

- De quelle façon estimez-vous que cette industrie profitera ?
- Est-ce une industrie qui contribue activement au/soutient le passage à une économie à faibles émissions de carbone, freine-t-elle le Canada ou ne fait-elle aucune différence ?
- [SI FREINE/AUCUNE DIFFÉRENCE] : Y a-t-il des façons dont l'industrie pourrait changer pour y contribuer, selon vous ?

6. Besoins de communication/d'information (15 minutes)

Point de cette section : comment les gouvernements devraient-ils communiquer avec le public à ce sujet ?

- Nous avons parlé des changements requis de chacun de nous individuellement et, plus largement, dans nos communautés et nos grandes industries. Puisqu'il reviendra au gouvernement fédéral de communiquer avec le public sur l'importance de ces questions, j'aimerais entendre de chacun de vous ce que vous estimez LE PLUS important pour le gouvernement de faire ressortir lorsqu'il s'adresse au public sur la transition à un mode de vie à faibles émissions de carbone.
 - Utilisez la fonction de clavardage pour taper quelques remarques sur ces messages, donner des exemples ou le langage que vous estimez le plus important pour le gouvernement fédéral d'utiliser ou de faire ressortir lorsqu'il communique avec le public.
 - SI LE TEMPS LE PERMET – LE MODÉRATEUR DEMANDE AUX PARTICIPANTS D'EXPLIQUER LEUR CHOIX.
- DISCUTER BRIÈVEMENT DE CHAQUE SUGGESTION DES PARTICIPANTS – Pourquoi avez-vous choisi ce langage ? Pourquoi croyez-vous qu'il sera efficace pour faire passer le message au public ?

7. Conclusion (5 minutes)

Nous avons couvert un tas de sujets aujourd'hui et j'apprécie vraiment que vous ayez pris le temps et la peine de faire part de votre opinion. Votre contribution est très importante et pertinente. Pour conclure, je voulais vous demander si vous avez d'autres remarques que vous voulez adresser au gouvernement du Canada sur le sujet qui nous occupe.

MERCI DE VOTRE PARTICIPATION !

Annexe D : Questionnaire du sondage quantitatif

Environics Research Group

5 mars 2019

Ressources naturelles Canada
Ressources naturelles dans une économie à faibles émissions de carbone
Questionnaire FINAL

*Sondage en ligne mené auprès de 3 400 Canadiens de 18 ans et plus;
15 minutes en moyenne*

PAGE D'ACCUEIL

Please select your preferred language for completing the survey / Veuillez sélectionner la langue de votre choix pour remplir le sondage.

01–English / Anglais

02–Français / French

Bienvenue à notre sondage. Environics Research, une société de recherche indépendante, réalise pour le compte du gouvernement du Canada ce sondage portant sur des questions d'actualité pour les Canadiens. Ce sondage prendra environ 15 minutes de votre temps.

Le sondage est effectué sur une base volontaire, et toutes vos réponses demeureront entièrement anonymes. Si vous souhaitez vérifier la légitimité de cette étude ou poser des questions d'ordre technique à propos de ce sondage, veuillez communiquer avec Sarah Roberton, d'Environics, à l'adresse sarah.roberton@environics.ca.

Merci à l'avance de votre participation.

< **PROGRAMMING NOTE: All questions are mandatory unless specified.** >

< **NOTE AU PROGRAMMATEUR : Toutes les questions sont obligatoires, sauf indication contraire.** >

Recrutement

1. Quelle est votre année de naissance?

LISTE DÉROULANTE – VOIR LES QUOTAS

SI MOINS DE 18 ANS, REMERCIER ET TERMINER

2. Dans quelle province ou quel territoire demeurez-vous?

Veillez sélectionner une seule réponse.

LISTE DÉROULANTE – VOIR LES QUOTAS

- 01 – Colombie-Britannique
- 02 – Alberta
- 03 – Saskatchewan
- 04 – Manitoba
- 05 – Ontario
- 06 – Québec
- 07 – Nouveau-Brunswick
- 08 – Nouvelle-Écosse
- 09 – Île-du-Prince-Édouard
- 10 – Terre-Neuve-et-Labrador
- 11 – Yukon
- 12 – Territoires du Nord-Ouest
- 13 – Nunavut

3. À quel genre vous identifiez-vous? (Votre réponse peut être différente de l'information inscrite sur votre acte de naissance ou sur d'autres documents officiels.)

Veillez sélectionner une seule réponse. – VOIR LES QUOTAS

- 01 – Genre féminin
- 02 – Genre masculin
- 03 – Genre divers
- 99 – Je préfère ne pas répondre

Ressources naturelles – généralités

4. Quel est, à votre avis, le plus grand défi auquel fait face le Canada en ce qui concerne ses ressources naturelles?

[QUESTION OUVERTE. INSÉRER 1 ZONE DE TEXTE DE TAILLE MOYENNE.]

NE PAS MONTRER LA LISTE – POUR LA POST-PROGRAMMATION SEULEMENT

- 01 – Pollution/émissions atmosphériques
- 02 – Pollution/contamination des eaux
- 03 – Protection des forêts, des lacs et de l'habitat
- 04 – Coûts énergétiques
- 05 – Fiabilité de l'approvisionnement énergétique
- 06 – Enjeux commerciaux avec les É.-U.
- 07 – Bois d'œuvre
- 08 – Approbation/besoin de construction de pipelines
- 09 – Pipelines/déversements de pétrole/effets environnementaux
- 10 – Assurance que nos ressources sont suffisantes pour les générations futures
- 11 – Emplois plus nombreux dans le secteur des ressources naturelles
- 12 – Commercialisation de produits provenant de nos ressources naturelles
- 11 – Faible coût du pétrole
- 12 – Changements climatiques
- 13 – Fracturation hydraulique
- 14 – Enjeux forestiers
- 15 – Enjeux miniers

5. Veuillez penser aux ressources naturelles du Canada; comment évalueriez-vous le rendement du **gouvernement du Canada** en ce qui a trait à chacun des éléments suivants? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que le gouvernement offre un très mauvais rendement et 10, qu'il offre un excellent rendement.

GRILLE – RÉPARTIR AU HASARD

- S'assurer que les ressources naturelles sont mises en valeur d'une façon qui respecte l'environnement
- Promouvoir la croissance économique des industries liées aux ressources naturelles
- Trouver un équilibre entre les considérations environnementales et les considérations économiques
- Gérer la mise en valeur des ressources naturelles de façon à ce qu'elle soit viable dans l'avenir
- S'assurer que les nouveaux projets misant sur les ressources naturelles sont adéquatement examinés avant d'être approuvés
- Investir dans les énergies et les technologies propres

Très mauvais	2	3	4	5	6	7	8	9	A Excellent	Incertain(e)
rendement									rendement	99
1										10

6. Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec ces énoncés portant sur la **mise en valeur des ressources naturelles**?

GRILLE – RÉPARTIR AU HASARD

- Cela fournit dans occasions d'emploi dans les régions concernées
- Cela fournit des occasions d'emploi pour les peuples autochtones
- Cela fournit des occasions d'emploi pour les femmes

01 – Fortement en accord
 02 – Plutôt en accord
 03 – Plutôt en désaccord
 04 – Fortement en désaccord
 99 – Incertain(e)

7. Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec ces énoncés portant sur la **mise en valeur des ressources naturelles**?

GRILLE – MONTRER DANS L'ORDRE

- Cela profite à mon pays
- Cela profite à ma province ou à mon territoire
- Cela profite à la communauté locale
- Cela me profite personnellement

01 – Fortement en accord
 02 – Plutôt en accord
 03 – Plutôt en désaccord
 04 – Fortement en désaccord
 99 – Incertain(e)

Sables bitumineux

8. Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec ces énoncés portant sur les **sables bitumineux** canadiens?

RÉPARTIR AU HASARD – CARROUSEL (MONTRER UN À LA FOIS)

- La mise en valeur des sables bitumineux contribue à la prospérité future du Canada
- Le Canada devrait construire des pipelines afin de réduire les émissions de GES produites par le transport de pétrole par train
- Les nouvelles technologies et innovations rendent la mise en valeur des sables bitumineux plus écologique
- Les marchés acheteurs du pétrole provenant des sables bitumineux canadiens doivent être étendus à d'autres pays que les États-Unis, par exemple les pays d'Asie
- La réglementation canadienne suffit à limiter les effets de la mise en valeur des sables bitumineux sur l'environnement

01 – Fortement en accord

02 – Plutôt en accord

03 – Plutôt en désaccord

04 – Fortement en désaccord

99 – Incertain(e)

9. Pour que les entreprises canadiennes puissent vendre du pétrole à d'autres marchés mondiaux, dont ceux de l'Asie, des infrastructures doivent être construites. Lequel de ces énoncés portant sur l'opportunité, pour le Canada, d'agrandir son réseau de chemins de fer, d'installations portuaires, de routes et de pipelines se rapproche le plus de votre point de vue?

RÉPARTIR AU HASARD. QUESTION NON OBLIGATOIRE. SI LE RÉPONDANT CHOISIT DE NE PAS Y RÉPONDRE, INSÉRER UN MESSAGE POUR CONFIRMER QU'IL SOUHAITE SAUTER CETTE QUESTION.

01 – Le Canada **devrait** agrandir ses infrastructures afin d'exporter l'énergie canadienne vers des marchés comme ceux de l'Asie, et ce, même si certains effets sur l'environnement sont observés, car cela facilite la création d'emplois et la croissance économique du pays.

02 – Le Canada **ne devrait pas** agrandir ses infrastructures afin d'exporter l'énergie canadienne vers des marchés comme ceux de l'Asie, et ce, même cela entraîne des pertes d'emploi et une décroissance économique, car les effets environnementaux et la possibilité d'accidents sont trop grands.

10. Dans 10 ans, dans quelle mesure le **pétrole** constituera-t-il, à votre avis, une source d'énergie plus ou moins importante qu'à l'heure actuelle pour les ménages et les entreprises du Canada?

01 – Beaucoup plus importante

02 – Un peu plus importante

03 – Environ aussi importante

04 – Un peu moins importante

05 – Beaucoup moins importante

99 – Incertain(e)

Mines

11. Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec ces énoncés portant sur l'industrie **minière** canadienne?

RÉPARTIR AU HASARD – CARROUSEL (MONTRER UN À LA FOIS)

- a. L'industrie minière contribuera à la prospérité future du Canada
- b. L'industrie minière contribue de façon importante à l'économie canadienne
- c. La réglementation canadienne suffit à limiter les effets de l'industrie minière sur l'environnement

- 01 – Fortement en accord
02 – Plutôt en accord
03 – Plutôt en désaccord
04 – Fortement en désaccord
99 – Incertain(e)

Forêts

12. Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec ces énoncés portant sur l'industrie **forestière** canadienne?

MONTRER DANS LE MÊME ORDRE QU'À Q10 – CARROUSEL (MONTRER UN À LA FOIS)

- a. L'industrie forestière contribuera à la prospérité future du Canada
- b. L'industrie forestière contribue de façon importante à l'économie canadienne
- c. La réglementation canadienne suffit à limiter les effets de l'industrie forestière sur l'environnement

- 01 – Fortement en accord
02 – Plutôt en accord
03 – Plutôt en désaccord
04 – Fortement en désaccord
99 – Incertain(e)

13. Le bois peut être converti en divers biocarburants solides, liquides ou gazeux; les granules de bois constituent un exemple de ces biocarburants. La bioénergie forestière (l'énergie dérivée de la biomasse ligneuse) utilisée au Canada est majoritairement produite à partir de résidus industriels. Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec ces énoncés portant sur la **bioénergie forestière**?

RÉPARTIR AU HASARD – CARROUSEL (MONTRER UN À LA FOIS)

- a. Il s'agit d'une source d'énergie renouvelable
- b. Il s'agit d'une source d'énergie propre et à faibles émissions de carbone
- c. Il s'agit d'une source d'énergie abordable
- d. Le Canada devrait s'en remettre davantage à la bioénergie forestière pour ses besoins en énergie

- 01 – Fortement en accord
02 – Plutôt en accord
03 – Plutôt en désaccord
04 – Fortement en désaccord
99 – Incertain(e)

Nucléaire

14. L'énergie nucléaire est une source d'électricité qui permet un apport en électricité fiable, sans pollution causée par le carbone (émissions de GES). Elle doit être exploitée de façon sécuritaire, et produit des déchets radioactifs à longue durée de vie qui doivent être traités avec précaution. Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord pour dire que l'**énergie nucléaire** devrait faire partie du bouquet énergétique canadien?

- 01 – Fortement en accord
- 02 – Plutôt en accord
- 03 – Plutôt en désaccord
- 04 – Fortement en désaccord
- 99 – Incertain(e)

15. Les petits réacteurs nucléaires énergétiques constituent l'une des dernières innovations dans ce domaine. Comparativement aux centrales nucléaires actuelles, les petits réacteurs disposent de caractéristiques de sécurité améliorées, et sont susceptibles de laisser une empreinte écologique moindre et de produire moins de déchets. Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord pour dire que l'**énergie nucléaire** devrait faire partie du bouquet énergétique canadien?

- 01 – Fortement en accord
- 02 – Plutôt en accord
- 03 – Plutôt en désaccord
- 04 – Fortement en désaccord
- 99 – Incertain(e)

Énergie – généralités

16. Veuillez penser aux divers enjeux énergétiques au Canada à l'heure actuelle; dans quelle mesure êtes-vous préoccupé(e) par chacun des éléments ci-dessous?

RÉPARTIR AU HASARD – CARROUSEL (MONTRER UN À LA FOIS)

- a. Le prix que vous payez pour l'énergie
- b. Les effets de l'industrie énergétique sur l'environnement
- c. Le déclin potentiel de la demande américaine pour les exportations énergétiques canadiennes
- d. La capacité du Canada de passer à une énergie renouvelable et plus propre

- 01 – Très préoccupé(e)
- 02 – Plutôt préoccupé(e)
- 03 – Pas très préoccupé(e)
- 04 – Pas du tout préoccupé(e)
- 99 – Incertain(e)

Économie à faibles émissions de carbone

17. Avez-vous vu, entendu ou lu le terme « économie à faibles émissions de carbone » récemment?

- 01 – Oui
 - 02 – Non
 - 03 – Incertain(e)
- PASSER À L'INTRODUCTION AVANT LES Q19-20**
PASSER À L'INTRODUCTION AVANT LES Q19-20

18. [SI Q17=01] Que signifie pour vous le terme « économie à faibles émissions de carbone »?

[QUESTION OUVERTE. INSÉRER 1 ZONE DE TEXTE DE TAILLE MOYENNE.]

Pour les besoins de ce sondage, une « économie à faibles émissions de carbone » est définie comme une économie favorisant la croissance économique du Canada, tout en réduisant les émissions de GES à l'origine des changements climatiques. Ce type d'économie nous amènerait à avoir recours à de l'électricité propre pour alimenter nos foyers, milieux de travail, véhicules et entreprises, et à utiliser l'énergie de façon plus efficace.

ALTERNER L'ORDRE DES Q19-20

19. À votre avis, dans quelle mesure l'industrie minière joue-t-elle un rôle important lorsqu'il s'agit de fournir au Canada les ressources nécessaires pour développer des technologies énergétiques à faibles émissions de carbone?

01 – Très important

02 – Plutôt important

03 – Pas très important

04 – Pas du tout important

99 – Incertain(e)

20. À votre avis, dans quelle mesure l'industrie forestière joue-t-elle un rôle important lorsqu'il s'agit de fournir au Canada les ressources nécessaires pour passer à une économie à faibles émissions de carbone?

01 – Très important

02 – Plutôt important

03 – Pas très important

04 – Pas du tout important

99 – Incertain(e)

Note aux réviseurs à propos de l'analyse des préférences relatives

Nous recommandons le recours à une analyse des préférences relatives pour identifier les mesures qui apparaissent intuitivement logiques aux yeux des Canadiens. Un simple classement de 1 à 7 de ces mesures peut être très difficile pour les participants (qui ont, par exemple, de la difficulté à savoir si une mesure devrait venir au 4^e ou au 5^e rang). Une méthodologie en ligne s'avère idéale pour une analyse des préférences relatives, qui reproduit la façon dont les gens font des choix dans la vie réelle, facilite leurs réponses (puisqu'ils n'ont qu'à choisir la mesure la plus importante et la mesure la moins importante d'un sous-ensemble d'éléments) et génère un classement de l'ensemble des sept mesures. Cette approche a été utilisée avec succès dans un sondage que nous avons mené en 2016 pour le compte d'Environnement et Changement climatique Canada.

21. **[PAGE D'INTRODUCTION]** Un éventail de gestes peuvent être posés pour promouvoir une économie à faibles émissions de carbone au Canada. Sur les prochaines pages, nous vous demanderons quelles mesures, à votre avis, devraient être considérées comme prioritaires par le gouvernement du Canada dans l'atteinte de cet objectif.

Sur chaque page, nous afficherons trois initiatives, qui vous sembleront ou non des outils importants dans la création d'une économie à faibles émissions de carbone. Pour chaque ensemble, nous vous demanderons de choisir l'initiative dont l'adoption vous semble **la plus importante** pour le Canada, ainsi que l'initiative dont l'adoption vous semble **la moins importante** pour le Canada. Vous devrez cliquer sur deux énoncés différents pour pouvoir passer à la page suivante.

[MONTRER SUR CHAQUE PAGE PRÉSENTANT DES INITIATIVES] Parmi les initiatives énumérées ci-dessous, quelle est celle dont l'adoption vous semble **la plus importante**, et quelle est celle dont l'adoption vous semble **la moins importante** pour parvenir à une économie à faibles émissions de gaz au Canada? (Veuillez choisir une initiative pour chaque question.)

[AJOUTER UN COMPTEUR À L'ÉCRAN : « Question de comparaison X sur Y. »]

ÉLÉMENTS RÉPARTIS AU HASARD DANS DES GROUPES EN FONCTION DU LOGICIEL D'ANALYSE DES PRÉFÉRENCES RELATIVES

- a. Offrir des mesures financières incitatives aux ménages canadiens afin de leur permettre d'accueillir ce changement
- b. Convertir les déchets et résidus en biocarburants solides ou liquides, et en gaz naturel renouvelable
- c. Financer le développement de nouvelles technologies permettant d'emmagasiner l'énergie solaire et éolienne, entre autres
- d. Exiger l'étiquetage du rendement énergétique des foyers et des immeubles, à l'intention des acheteurs et des locataires potentiels
- e. Encourager la transition d'un transport à grande distance de biens par voie routière à un transport à grande distance de biens par voie ferroviaire
- f. Exiger que tous les nouveaux immeubles parviennent à une consommation énergétique nette zéro (ce qui signifie qu'un immeuble produit au moins autant d'énergie qu'il en consomme grâce, par exemple, à ses panneaux solaires)
- g. Remplacer le pétrole et le gaz utilisés dans les commerces et résidences par l'électricité ou les carburants à faible teneur en carbone

Données démographiques

Les questions suivantes portent sur votre ménage et vous-même, et vous sont posées à des fins statistiques uniquement. Sachez que toutes vos réponses demeureront entièrement confidentielles.

22. Quel est le plus haut niveau de scolarité que vous avez terminé?

Veillez sélectionner une seule réponse.

- 01 – Jusqu’aux études secondaires
- 02 – Études secondaires en partie
- 03 – Diplôme d’études secondaires ou équivalent
- 04 – Apprentissage enregistré ou autre certificat ou diplôme d’une école de métiers
- 05 – Collège, cégep ou autre certificat ou diplôme non universitaire
- 06 – Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat
- 07 – Baccalauréat
- 08 – Diplôme universitaire supérieur au baccalauréat
- 99 – Je préfère ne pas répondre

23. Laquelle des options suivantes décrit le mieux votre situation d’emploi actuelle?

Veillez sélectionner une seule réponse.

- 01 – Travailleur(se) à temps plein
- 02 – Travailleur(se) à temps partiel
- 03 – Sans emploi ou en recherche d’emploi
- 04 – Travailleur(se) autonome
- 05 – Personne au foyer à temps plein
- 06 – Étudiant(e)
- 07 – Retraité(e)
- 99 – Je préfère ne pas répondre

24. De quelle taille est la communauté où vous habitez?

- 01 – Communauté rurale ou de petite taille (comptant moins de 30 000 habitants)
- 02 – Communauté ou ville de taille moyenne (comptant plus de 30 000 habitants, mais moins de 500 000)
- 03 – Grand centre urbain (comptant plus de 500 000 habitants)

25. Êtes-vous...?

Veillez sélectionner une seule réponse.

- 01 – Membre des Premières nations (inscrit ou non)
- 02 – Inuk/Inuit(e)
- 03 – Métis(se)
- 04 – Une personne non autochtone
- 99 – Je préfère ne pas répondre

26. Parmi les catégories suivantes, laquelle décrit le mieux le revenu total de votre ménage? Par cela, nous entendons le revenu total combiné de tous les membres de votre ménage, avant impôts.

Veillez sélectionner une seule réponse.

- 01 – Moins de 20 000 \$
- 02 – De 20 000 \$ à moins de 40 000 \$
- 03 – De 40 000 \$ à moins de 60 000 \$
- 04 – De 60 000 \$ à moins de 80 000 \$
- 05 – De 80 000 \$ à moins de 100 000 \$
- 06 – De 100 000 \$ à moins de 150 000 \$
- 07 – 150 000 \$ et plus
- 99 – Je préfère ne pas répondre

Voilà qui termine le sondage. Au nom de Ressources naturelles Canada, nous vous remercions de nous avoir fait part de vos opinions. Les résultats de ce sondage seront disponibles sur le site Web de Bibliothèque et Archives Canada au cours des prochains mois.